

**ERC/06/REP**

***RAPPORT***

Riga (Lettonie)  
8 – 9 juin 2006

**Vingt-cinquième  
Conférence régionale  
de la FAO pour l'Europe**



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

### **Date et lieu des Conférences régionales pour l'Europe**

Première	-	Rome (Italie), 10-15 octobre 1949
Deuxième	-	Rome (Italie), 10-15 octobre 1960
Troisième	-	Rome (Italie), 8-13 octobre 1962
Quatrième	-	Salzburg (Autriche), 26-31 octobre 1964
Cinquième	-	Séville (Espagne), 5-11 octobre 1966
Sixième	-	Saint-Julien (Malte), 28-31 octobre 1968
Septième	-	Budapest (Hongrie), 21-25 septembre 1970
Huitième	-	Munich (Allemagne, Rép. féd. d'), 18-23 septembre 1972
Neuvième	-	Lausanne (Suisse), 7-12 octobre 1974
Dixième	-	Bucarest (Roumanie), 20-25 septembre 1976
Onzième	-	Lisbonne (Portugal), 2-7 octobre 1978
Douzième	-	Athènes (Grèce), 22-27 septembre 1980
Treizième	-	Sofia (Bulgarie), 4-8 octobre 1982
Quatorzième	-	Reykjavik (Islande), 17-21 septembre 1984
Quinzième	-	Istanbul (Turquie), 28 avril-2 mai 1986
Seizième	-	Cracovie (Pologne), 23-26 août 1988
Dix-septième	-	Venise (Italie), 3-7 avril 1990
Dix-huitième	-	Prague (Tchécoslovaquie), 24-28 août 1992
Dix-neuvième	-	Killarney (Irlande), 6-10 juin 1994
Vingtième	-	Tel Aviv (Israël), 29 avril-3 mai 1996
Vingt et unième	-	Tallinn (Estonie), 25-29 mai 1998
Vingt-deuxième	-	Porto (Portugal), 24-28 juillet 2000
Vingt-troisième	-	Nicosie (Chypre), 29-31 mai 2002
Vingt-quatrième	-	Montpellier (France), 5-7 mai 2004
Vingt-cinquième	-	Riga (Lettonie), 8-9 juin 2006

**RAPPORT**  
**de la**  
**CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE**

**Vingt-cinquième session**  
**Riga (Lettonie), 8 et 9 juin 2006**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES**  
**POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**  
**Rome, 2006**

---

## Table des matières

---

	Pages
RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	i-v
	Paragraphes
INTRODUCTION	1 - 2
CÉRÉMONIE D'OUVERTURE	3
ÉLECTION DU PRÉSIDENT, DES VICE-PRÉSIDENTS ET NOMINATION DU RAPPORTEUR	4 - 6
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER	7
ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	8 - 9
RÉSULTATS DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE	10
CONTRIBUTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL À LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION (SMA) ET DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD) DANS LA RÉGION	11 - 22
OPINION DE LA RÉGION EUROPE SUR LE RÔLE DE LA FAO EN TANT QUE FOURNISSEUR DE BIENS COLLECTIFS AU NIVEAU MONDIAL	23 - 34
RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LA GRIPPE AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE EN EUROPE, Y COMPRIS DANS LES PAYS DE LA CEI	35 - 46
QUESTIONS DÉCOULANT DE LA TRENTE-TROISIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO	47 - 57

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LA RÉGION 2004-2005	58 - 71
DATE, LIEU ET PRINCIPAUX THÈMES DE LA VINGT-SIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE	72 - 74
AUTRES QUESTIONS	75
ADOPTION DU RAPPORT	76
CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE	77 - 80
ANNEXES	
A. Liste des participants	
B. Ordre du jour	
C. Liste des documents	
D. Allocution du Directeur général	
E. Allocution du Président indépendant du Conseil	
F. Principales conclusions et liste des recommandations découlant des débats de la trente-quatrième session de l'ECA sur le rôle de l'agriculture et du développement rural dans la revalorisation des zones abandonnées/dépeuplées	
G. Principales conclusions et liste des recommandations découlant des débats de la trente-quatrième session de l'ECA sur le développement en Europe des marchés agroalimentaires: impact sur les producteurs, les consommateurs et perspectives	
H. Contribution du développement rural a la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans la région – Déclaration du représentant de la Consultation FAO/ONG-OSC	
I. Opinion de la région Europe sur le rôle de la FAO en tant que fournisseur de biens collectifs au niveau mondial – Déclaration du représentant de la Consultation FAO/ONG-OSC	
J. Renforcement de la coopération régionale de l'aide aux pays pour la lutte contre l'influenza aviaire hautement pathogène en Europe, et notamment dans les pays de la CEI – Déclaration du Représentant de la Consultation FAO/ONG-OSC	



## RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

### Contribution du développement rural à la réalisation des Objectifs du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD dans la région

*À l'attention des gouvernements*

La Conférence:

1. convient que le développement rural a un rôle essentiel à jouer dans les pays membres de la région dont l'économie rurale est encore en phase de transition (par. 14);
2. souligne que dans ces pays le développement rural doit être fondé sur une stratégie globale cohérente intégrant des questions telles que la justice sociale et la gestion durable des ressources naturelles (par. 14);
3. suggère qu'il pourrait être utile de procéder à un échange d'expérience sur la promotion du développement rural moyennant la culture de produits alimentaires traditionnels et la préservation du patrimoine national et culturel (par. 17).

*À l'attention de la FAO*

La Conférence:

4. note que les activités de la FAO jouent un rôle capital dans l'aide fournie aux pays membres de la région pour faire face aux défis inhérents aux objectifs du SMA et aux OMD (par. 12);
5. note que le rôle de la FAO dans ce domaine est tout à fait pertinent en Europe comme dans d'autres régions du monde (par. 12).

### **Opinion de la région Europe sur le rôle de la FAO en tant que fournisseur de biens collectifs au niveau mondial**

*À l'attention des gouvernements*

La Conférence:

6. estime en général que des domaines tels que la lutte contre les maladies animales transfrontières, la sécurité sanitaire des aliments et les orientations sur la gestion des terres et des eaux pour la protection de l'environnement représentent des biens publics mondiaux (par. 24);
7. souligne qu'il faudrait, toutefois, réaliser de nouvelles activités pour rendre le concept pleinement opérationnel, afin de guider la FAO lors de la planification de ses activités régionales (par. 24);
8. souligne le rôle unique qui incombe à la FAO pour la fourniture de biens publics véritablement mondiaux, notamment dans la lutte contre la pauvreté et la faim, à l'échelle

- planétaire, y compris les travaux novateurs portant sur les Directives volontaires sur le droit à l'alimentation (par. 25);
9. salue les efforts intenses déployés par la FAO pour se concerter avec d'autres organismes internationaux pertinents pour fournir des biens publics mondiaux à ses membres de la région Europe (par. 26);
  10. souligne que pour fournir efficacement les biens publics mondiaux, les gouvernements devraient prendre de nouvelles mesures collectives. Étant donné que la plupart des décisions sont prises indépendamment par les nations souveraines, il est important de trouver les outils susceptibles de promouvoir la coopération (par. 28).

*À l'attention de la Conférence*

La Conférence:

11. indique que la FAO devrait examiner ultérieurement ses programmes régionaux sur la base des travaux entrepris sur les négociations internationales, notamment sur le commerce, en tenant compte de son mandat et de ses avantages comparatifs et présenter une analyse à la prochaine Conférence régionale pour l'Europe afin de permettre de statuer sur cette question (par. 27);
12. souligne que la FAO devrait faciliter une convergence de vues parmi les gouvernements, par un travail de sensibilisation et prévoir l'espace voulu pour la collecte et l'analyse collectives d'informations, la discussion et la négociation (par. 28);
13. estime que la FAO joue un rôle unique et indispensable dans le domaine de la protection des consommateurs et de l'environnement (par. 29);
14. juge fondamentaux les travaux normatifs de la FAO sur les maladies végétales et animales (par. 29);
15. s'inquiète de toute réduction de la masse critique de compétences que la région peut utiliser pour surveiller la situation et orienter les interventions (par. 29);
16. prend note avec satisfaction de la suggestion contenue dans le document selon laquelle la FAO devrait adopter une perspective à plus long terme concernant les évolutions dans les zones rurales (par. 32);
17. souligne que le processus de réforme de la FAO et l'Évaluation externe indépendante en cours devraient se compléter et que la réforme du Directeur général ne devrait pas préjuger de ses conclusions (par. 33);
18. souligne qu'il faudrait évaluer les biens publics mondiaux que la FAO fournit à la région et en analyser les coûts et avantages (par. 33).

**Renforcement de la coopération régionale pour la lutte contre la grippe aviaire hautement pathogène en Europe, y compris dans les pays de la CEI**

*À l'attention des gouvernements*

La Conférence:

19. convient qu'il ne suffit pas de s'attaquer à la grippe aviaire uniquement à l'échelle nationale, mais qu'il faut instaurer une coopération efficace à l'échelle internationale. (par. 37);



20. se félicite de la création du Centre d'urgence de la FAO pour la lutte contre les maladies animales transfrontières (ECTAD) au sein du Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières (GF-TAD), qui est chargé de coordonner les interventions d'urgence liées à la grippe aviaire (par 39);
21. insiste sur le fait que les actions entreprises à l'échelle internationale et nationale demeurent des éléments décisifs des initiatives en cours à l'échelle internationale en vue d'enrayer la propagation mondiale de la grippe aviaire hautement pathogène (par. 43).

*À l'attention de la FAO*

La Conférence:

22. demande des informations supplémentaires sur la suite donnée à la Réunion régionale sur la grippe aviaire, tenue à Ankara (Turquie) en avril 2006, et sur la Conférence scientifique internationale sur l'influenza aviaire et les oiseaux sauvages, tenue à Rome en mai 2006 (par. 40);
23. souligne que les activités de renforcement des services vétérinaires mises en œuvre par la FAO et l'OIE devraient être appuyées et coordonnées avec l'OMS, afin d'augmenter le degré de préparation des pays en développement à la pandémie (par. 43).

#### **Questions découlant de la trente-troisième session de la Conférence de la FAO**

*À l'attention des gouvernements*

La Conférence:

24. confirme son appui à la résolution de la Conférence (6/2005) du 26 novembre 2005 (par. 48);
25. souligne qu'un débat sur le fond ne serait pas possible tant qu'une proposition plus détaillée et plus complète sur la façon dont le Directeur général souhaiterait mettre en œuvre la réforme ne serait pas présentée (par. 49).

*À l'attention de la FAO*

La Conférence:

26. demande instamment que la proposition formulée dans la Résolution 6/2005 de la Conférence, aux paragraphes 5 et 6, qui devrait être examinée par le Comité du Programme et par le Comité financier à leurs sessions de septembre 2006, en présence d'observateurs silencieux, contienne des précisions sur les mesures déjà prises, les incidences financières pertinentes et leurs effets sur le niveau des ressources (par. 39);
27. souligne que les mesures ultérieures de réforme et, notamment, la décentralisation, ne devraient ni préjuger du processus en cours de l'Évaluation externe indépendante et de ses résultats, ni le devancer et que l'Évaluation externe indépendante devrait jeter les bases de toute proposition de réforme structurelle future, compte tenu de la réforme à l'échelle du système des Nations Unies (par. 50);

28. souligne que, conformément à son mandat, la FAO est appelée à s'acquitter de tâches normatives et opérationnelles et qu'un financement adéquat devrait être alloué aux activités normatives (par. 51);
29. fait part de sa préoccupation face à la réduction des postes du cadre organique au Siège, qui pourrait affaiblir la masse critique de l'Organisation (par. 52);
30. exprime également son inquiétude quant à l'allocation de ressources humaines et budgétaires suffisantes pour que les bureaux régionaux et sous-régionaux de la région Europe puissent s'acquitter de leur mandat (par. 53);
31. prend note de l'offre de la délégation du Kazakhstan d'accueillir le Bureau sous-régional pour l'Asie centrale à Astana, appuyée par les délégations de la République kirghize, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, et de l'affirmation selon laquelle ce Bureau devrait avoir son siège dans l'un des pays d'Asie centrale de la CEI, afin de mettre les capacités techniques de la FAO davantage à la portée de cette région (par. 55 et 56);
32. prend également note de l'offre de la Turquie d'accueillir le Bureau sous-régional pour l'Asie centrale en Turquie, proposition appuyée par la délégation de l'Azerbaïdjan (par. 57).

### **Rapport sur les activités de la FAO dans la région 2004-05**

*À l'attention des gouvernements*

La Conférence:

33. prend note du fait que les priorités, identifiées dans le Cadre stratégique 2000-2015, approuvées à la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe en 2000 et confirmées ensuite aux Conférences de 2002 et 2004, tiennent compte à la fois des politiques agricoles dans l'UE élargie et dans les pays adhérents, et des besoins particuliers des pays des Balkans et de la CEI (par. 60).

*À l'attention de la FAO*

La Conférence:

34. souligne l'importance des activités d'élevage pendant la période 2004-2005 et l'aide d'urgence pour la détection précoce et la prévention de l'influenza aviaire hautement pathogène (par. 62);
35. indique qu'elle apprécie les initiatives FAO/OMS et souligne l'importance de la formation dispensée dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de l'évaluation des risques et du Codex Alimentarius (par. 63);
36. souligne que le régime foncier, le remembrement et la gestion des terres sont des questions importantes pour l'agriculture durable et le développement rural (par. 64);
37. reconnait l'importance de l'appui fourni par la FAO dans le domaine des pêches (par. 66);
38. prend note des travaux entrepris dans le secteur forestier et de l'étroite collaboration avec d'autres organisations des Nations Unies et avec les ONG/OSC dans le cadre de laquelle ces activités sont menées (par. 67);
39. se félicite des importants travaux réalisés par la FAO à l'appui des efforts de développement de ses États Membres grâce à l'assistance aux politiques et aux opérations de terrain (par. 68);

40. accueille aussi favorablement l'appui technique fourni pour le développement des investissements ruraux dans le secteur agricole et rural (par. 68);
41. indique qu'elle craint que dans certains domaines, une assistance technique adéquate ne puisse plus être fournie par le Bureau régional, ni par le Bureau sous-régional (par. 69);
42. note en outre que des questions émergentes, par exemple l'agriculture biologique, les biotechnologies et la biosécurité ne pourraient pas être prises en compte, faute d'une capacité suffisante, à la suite des graves contraintes budgétaires auxquelles est assujettie la FAO (par. 69);
43. demande à la FAO de réexaminer la suppression récente et prévue d'un certain nombre de postes dans les bureaux régionaux et sous-régionaux, car elle compromettrait la capacité de la FAO de relever les défis dans la région (par. 70).

**Date et lieu et principaux thèmes de  
la vingt-sixième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe**

*À l'attention des gouvernements*

La Conférence:

44. se félicite de l'offre renouvelée par la délégation de l'Autriche qui propose d'accueillir la prochaine (vingt-sixième) Conférence régionale en 2008 et accueille également favorablement l'offre de la délégation de l'Arménie d'accueillir la vingt-septième Conférence régionale pour l'Europe en 2010 (par. 72);
45. note que l'ordre du jour des futures Conférences régionales pour l'Europe inclura un point permanent sur les urgences régionales et mondiales qui traitera des questions relatives aux urgences et à leur incidence aux niveaux régional et mondial et du rôle de la FAO à l'appui des États Membres dans ce domaine (par. 73).



---

## INTRODUCTION

---

1. La vingt-cinquième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe s'est tenue à Riga (Lettonie), les 8 et 9 juin 2006 à l'invitation du Gouvernement letton.
2. La Liste des participants est reproduite à l'Annexe A du présent rapport.

### CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

3. Le Directeur général de la FAO, M. Jacques Diouf, a souhaité la bienvenue aux participants et a remercié le Gouvernement letton pour son hospitalité et pour les excellentes installations mises à la disposition de la Conférence.

### ÉLECTION DU PRÉSIDENT, DES VICE-PRÉSIDENTS ET NOMINATION DU RAPPORTEUR

4. La Conférence a élu à l'unanimité le Ministre de l'agriculture de Lettonie, M. Martins Roze, Président de la Conférence. Dans ses observations liminaires, M. Roze a souhaité la bienvenue aux participants et exprimé sa satisfaction d'accueillir une réunion d'une telle importance. Il a souligné que cette Conférence se réunissait immédiatement après le Comité exécutif de la Commission européenne d'agriculture, qui a passé en revue les objectifs et la présentation de la Conférence régionale pour l'Europe, conformément au mandat reçu à la vingt-quatrième session de la Conférence régionale. Il a tenu tout particulièrement à souhaiter la bienvenue aux nouveaux États Membres de la région, le Bélarus et la Fédération de Russie. Il a également souhaité la bienvenue au Kazakhstan, à la République kirghize, au Tadjikistan et à l'Ouzbékistan, qui ont demandé à participer à cette Conférence ainsi qu'aux prochaines conférences régionales; il a souligné que le regroupement de tous les pays de la CEI en une seule région renforcerait la coopération régionale. Il a ajouté qu'il était important que la Conférence soit organisée dans un pays qui, de pays bénéficiaire d'une aide, était devenu pays donateur.
5. Les délégués des pays ci-après ont été élus à l'unanimité Vice-Présidents:
  - M. Romualdo Bettini (Italie)
  - M. Gudni Bragason (Islande)
6. M. Zohrab Malek, Ambassadeur d'Arménie auprès de la FAO, a été élu Rapporteur.

### ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER

7. La Conférence a adopté l'ordre du jour qui figure à l'Annexe B du présent rapport, ainsi que le calendrier de la session.

### ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

8. Le Directeur général a prononcé une allocution, dont le texte figure à l'Annexe C du présent rapport.
9. Le Président indépendant du Conseil de la FAO, M. Mohammad Saeid Noori Naeni, a lui aussi prononcé une allocution, dont le texte figure à l'Annexe E du présent rapport.

## **RÉSULTATS DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE**

10. Le Rapporteur de la trente-quatrième session de la Commission européenne d'agriculture a informé la Conférence que la Commission avait passé en revue son ordre du jour et il a noté qu'aucun des points examinés n'avait prêté à controverse. Les conclusions et les recommandations faisant suite à l'examen des points 4 et 5 – objet du débat technique de cette Conférence – sont soumises à l'approbation de la Conférence et figurent aux Annexes F et G du présent rapport.

### **CONTRIBUTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL À LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION (SMA) ET DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD) DANS LA RÉGION<sup>1</sup>**

11. Ce point a été présenté par le Secrétariat, qui a souligné que la pauvreté était surtout un problème dans les pays européens ne faisant pas partie de l'UE et que la sécurité alimentaire s'était détériorée dans la sous-région la plus rurale (Asie centrale). Le document décrit dans les grandes lignes les progrès accomplis par les pays pour honorer leurs obligations internationales liées aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

12. La Conférence a noté que les activités de la FAO jouaient un rôle capital dans l'aide fournie aux pays membres de la région pour faire face aux défis inhérents aux objectifs du SMA et aux OMD. La FAO joue dans ce domaine un rôle tout à fait pertinent en Europe, comme dans d'autres régions du monde.

13. La Conférence a également pris note avec satisfaction des nombreux exemples de coopération entre la FAO et d'autres donateurs internationaux et bilatéraux.

14. La Conférence est convenue que le développement rural avait un rôle essentiel à jouer dans les pays membres de la région dont l'économie rurale était encore en phase de transition et qui comptaient un grand nombre de personnes sous-alimentées, à cause de la pauvreté. Dans ces pays, le développement rural devrait être fondé sur une stratégie globale cohérente intégrant des questions telles que la justice sociale et la gestion durable des ressources naturelles. L'expérience acquise par l'UE en matière de développement rural a montré qu'une politique vigoureuse de développement rural pouvait jouer un rôle important dans la restructuration des services locaux, ainsi que dans la diversification et la participation des communautés. De nombreux enseignements pourraient être tirés de l'expérience de l'UE en matière de politique de développement rural et d'instruments de préadhésion (Programme spécial d'adhésion pour l'agriculture et le développement rural - SAPARD).

15. La Conférence a également noté que le développement rural devrait intégrer les stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP) déjà introduites dans les pays à revenus faibles et moyens de la région, étant donné qu'il est clairement nécessaire de faire reculer la pauvreté. De plus, il convient également d'adopter des politiques et stratégies de développement rural favorables aux pauvres pour faire en sorte que ceux-ci puissent profiter de la croissance économique.

16. La Conférence a également pris note de la coopération de la FAO avec la Commission européenne ainsi que de la politique de voisinage de l'Union européenne, qui offrait aux voisins de l'UE des relations privilégiées, fondées sur des engagements mutuels à l'égard de valeurs communes.

---

<sup>1</sup> ERC/06/3.

17. Plusieurs États Membres ont approfondi les considérations ci-dessus. Il a été suggéré qu'il pourrait être utile de procéder à un échange d'expérience sur la promotion du développement rural moyennant la culture de produits alimentaires traditionnels et la préservation du patrimoine national et culturel. Ces activités pourraient renforcer l'attrait des zones rurales et créer des emplois grâce au tourisme.

18. Une délégation a noté que la réforme agraire était un facteur fondamental si l'on voulait réduire fortement l'insécurité alimentaire dans son pays.

19. Une délégation a souligné que deux autres questions importantes devaient être prises en considération dans l'approche du développement rural de la FAO. Tout d'abord, lors du Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après (2002), les États avaient été invités à créer des alliances nationales contre la faim. Ensuite, les directives volontaires de la FAO sur le droit à une alimentation adéquate étaient également importantes dans la mesure où elles reflétaient l'approche spécifique suivie par la FAO.

20. Une autre délégation a reconnu la contribution importante du Bureau régional pour l'Europe à l'aide au développement rural fournie dans l'Ouest des Balkans et a noté qu'il convenait de coordonner l'assistance entre la FAO, la Banque mondiale et l'Union européenne.

21. La représentante du Bureau régional du PNUD a indiqué qu'elle faciliterait les contacts entre les équipes de pays des Nations Unies et la FAO afin d'encourager la collaboration, compte tenu de la présence limitée de la FAO dans les pays de la région.

22. Un représentant de la Consultation régionale FAO/ONG-OSC pour l'Europe<sup>2</sup> est intervenu sur ce point de l'ordre du jour.

## **OPINION DE LA RÉGION EUROPE SUR LE RÔLE DE LA FAO EN TANT QUE FOURNISSEUR DE BIENS COLLECTIFS AU NIVEAU MONDIAL<sup>3</sup>**

23. Le Président, M. Martins Roze, Ministre de l'agriculture de Lettonie, a ouvert les débats de la Table ronde ministérielle en indiquant les difficultés auxquelles sont confrontés les pays en transition comme la Lettonie et s'est félicité du soutien reçu de la FAO dans le secteur agricole. En général, l'Europe est confrontée à des défis considérables qu'il s'agisse de la pollution de l'environnement, des changements climatiques, des conflits régionaux ou des maladies transfrontières, et la contribution de la FAO est essentielle dans tous ces domaines. Le Ministre a également souligné le rôle joué par la FAO dans la lutte contre la pauvreté et la faim, notamment par l'élaboration de directives volontaires sur le droit à l'alimentation. Il a estimé que, dans la région Europe, la FAO avait un rôle fondamental à jouer dans la promotion de la coopération entre les États Membres, en vue de lutter contre des maladies animales dangereuses et d'assurer la sécurité sanitaire des aliments. Il a ensuite ouvert les débats sur le document préparé par le Secrétariat, qu'il a jugé concis et stimulant.

24. Les participants à la Table ronde ont accueilli le document avec satisfaction et ont reconnu que le concept de biens publics mondiaux était une base utile pour examiner le rôle de la FAO dans la région. Ils ont en général estimé que des domaines tels que la lutte contre les maladies animales transfrontières, la sécurité sanitaire des aliments et les orientations sur la gestion des terres et des eaux pour la protection de l'environnement représentaient des biens publics mondiaux. Il faudrait, toutefois, réaliser de nouvelles activités pour rendre le concept pleinement opérationnel, afin de guider la FAO lors de la planification de ses activités régionales.

---

<sup>2</sup> Consultation tenue à Riga les 5 et 6 juin 2006. La déclaration de la Consultation est reproduite à l'Annexe H du présent rapport.

<sup>3</sup> ERC/06/4

25. Les États Membres ont souligné le rôle unique qui incombait à la FAO pour la fourniture de biens publics véritablement mondiaux, notamment dans la lutte contre la pauvreté et la faim, à l'échelle planétaire, y compris les travaux novateurs portant sur les directives volontaires sur le droit à l'alimentation.
26. Les participants à la Table ronde ont reconnu que la FAO fournissait essentiellement des biens publics mondiaux à ses membres de la région Europe et ont salué les efforts intenses déployés par la FAO pour se concerter avec d'autres organismes internationaux pertinents. Toutefois, certains membres ont fait observer que la FAO pourrait coordonner plus systématiquement son travail avec d'autres organismes des Nations Unies, ainsi qu'avec les ONG et le secteur privé. Les débats ont ensuite porté en grande partie sur le degré de priorité attribué aux différents biens publics mondiaux.
27. Les pays membres de l'UE ont indiqué que les biens publics mondiaux étaient de plus en plus pris en compte dans la politique agricole commune, une partie des versements directs aux agriculteurs étant maintenant explicitement liée à la réalisation d'objectifs spécifiques en matière de santé et d'environnement. Des intervenants se sont également référés aux conclusions préliminaires de l'Équipe spéciale internationale sur les biens publics mondiaux, créée par la France et la Suède, afin de mieux définir les biens publics mondiaux et leurs implications pour l'aide publique au développement et ont noté avec préoccupation que peu de pays en développement ou en transition avaient vraiment voix au chapitre dans les décisions prises au niveau mondial; les négociations internationales, y compris celles concernant le commerce international, devraient être plus ouvertes et ne pas perdre de vue les biens publics mondiaux. La FAO devrait examiner ultérieurement ses programmes régionaux sur la base de ces travaux, en tenant compte de son mandat et de ses avantages comparatifs et présenter une analyse à la prochaine Conférence régionale pour l'Europe afin de permettre de statuer sur cette question.
28. Les États Membres ont souligné que pour fournir efficacement les biens publics mondiaux, les gouvernements devraient prendre de nouvelles mesures collectives. Étant donné que la plupart des décisions sont prises indépendamment par les nations souveraines, il est important de trouver les outils susceptibles de promouvoir la coopération. À cette fin, la FAO devrait faciliter une convergence des vues parmi les gouvernements, par un travail de sensibilisation, et prévoir l'espace voulu pour la collecte et l'analyse collectives d'informations, la discussion et la négociation.
29. Certaines délégations ont fait valoir que la protection des consommateurs et de l'environnement était une question fondamentale et ont estimé que la FAO jouait un rôle unique et indispensable dans ce domaine. Cela était notamment le cas pour les maladies végétales et animales, où les travaux normatifs de la FAO étaient jugés fondamentaux, et certains se sont déclarés préoccupés par toute réduction de la masse critique de compétences que la région pouvait utiliser pour surveiller la situation et orienter les interventions. Plusieurs délégations se sont inquiétées des ressources réduites attribuées à la structure décentralisée en Europe qui pourraient compromettre le rôle de la FAO en Europe et aboutir à une perte de confiance, parmi les États Membres, dans sa capacité à remplir ses fonctions dans la région.
30. Certaines délégations ont indiqué que les activités normatives, bien qu'essentielles, n'étaient pas suffisantes pour produire les biens publics mondiaux souhaités. Le renforcement des capacités au niveau des pays était également indispensable et plusieurs pays membres, provenant notamment de la région de la CEI, ont souligné l'utilité des projets du PCT. Des préoccupations ont été exprimées au sujet des retards bureaucratiques et des difficultés éprouvées par la FAO pour répondre en temps voulu aux besoins urgents des pays. De plus, dans certains pays, les femmes travaillent dans/dépendent de l'agriculture et du secteur rural et subissent différents types de discrimination. La FAO devrait mettre en lumière cet aspect dans ses activités aux niveaux local et régional.



31. Certains pays membres ont proposé de mettre en commun leurs compétences et leur expérience, notamment en matière de réformes destinées à encourager la transition économique ou le processus d'adhésion à l'UE. La Conférence a noté que de nombreuses compétences spécialisées étaient en effet disponibles dans la région et que la coopération intergouvernementale devrait être développée davantage.

32. Les États Membres ont pris note avec satisfaction de la suggestion contenue dans le document, selon laquelle la FAO devrait adopter une perspective à plus long terme concernant les évolutions dans les zones rurales. Si des travaux analytiques coordonnés étaient réalisés sur de telles évolutions, les politiques nationales pourraient se fonder sur des informations pertinentes et factuelles.

33. Les États Membres ont souligné que le processus de réforme de la FAO et l'Évaluation externe indépendante en cours devraient se compléter et que la réforme du Directeur général ne devait pas préjuger de ses conclusions. Il faudrait notamment évaluer les biens publics mondiaux que la FAO fournit à la région et en analyser les coûts et avantages.

34. Un représentant de la Consultation FAO/ONG-OSC pour l'Europe<sup>4</sup> est intervenu sur ce point de l'ordre du jour.

### **RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LA GRIPPE AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE EN EUROPE, Y COMPRIS DANS LES PAYS DE LA CEI<sup>5</sup>**

35. Ce point a été présenté par le Chef du Service de la santé animale de la Division de la production et de la santé animales (FAO), vétérinaire en chef, qui a décrit la situation concernant la grippe aviaire hautement pathogène et du virus H5N1, en particulier dans la région Europe, et son évolution en 2006. Les activités mises en œuvre par la FAO dans le cadre du partenariat mondial établi avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Commission européenne ont également été soulignées.

36. La Conférence s'est félicitée du document et s'est déclarée satisfaite de la diversité et de l'ampleur des activités entreprises par la FAO à l'appui de ses États Membres dans le domaine de la planification des interventions et de la lutte contre la grippe aviaire hautement pathogène.

37. La Conférence est convenue qu'il ne suffisait pas de s'attaquer à la grippe aviaire uniquement à l'échelle nationale, mais qu'il fallait instaurer une coopération efficace à l'échelle internationale.

38. La Conférence a noté que la Communauté européenne travaillait en étroite collaboration avec la Banque mondiale, le Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour les gripes aviaire et humaine, l'OIE, la FAO et l'OMS.

39. La Conférence s'est félicitée de la création du Centre d'urgence de la FAO pour la lutte contre les maladies animales transfrontières (ECTAD) au sein du Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières (GF-TAD), qui est chargé de coordonner les interventions d'urgence liées à la grippe aviaire.

40. La Conférence a demandé des informations supplémentaires sur la suite donnée à la Réunion régionale sur la grippe aviaire, tenue à Ankara (Turquie) en avril 2006, et sur la

---

<sup>4</sup> Consultation tenue à Riga les 5 et 6 juin 2006. La déclaration de la Consultation est reproduite à l'Annexe I du présent rapport.

<sup>5</sup> ERC/06/5.

Conférence scientifique internationale sur l'influenza aviaire et les oiseaux sauvages, tenue à Rome en mai 2006.

41. La Conférence a pris note de la Réunion des hauts dirigeants sur la grippe aviaire et la grippe pandémique humaine, organisée en juin 2006 en Autriche par l'Union européenne, la Commission européenne et la FAO. Cette réunion avait pour principal objectif d'entreprendre un état des lieux mondial concernant la planification des interventions liées à la grippe aviaire et la pandémie humaine, les besoins spécifiques en matière de financement, ainsi que le renforcement du partenariat international dans ce domaine.

42. La Conférence a noté que la Commission européenne avait versé un montant de 46 millions d'euros au Mécanisme de financement de la lutte contre la grippe aviaire et humaine (AHIF), dans le cadre de la contribution annoncée à l'occasion de la Conférence de Beijing (janvier 2006) et que la Commission européenne avait affecté des fonds au moyen de ce Mécanisme. Ce Mécanisme, qui vise des pays asiatiques et les pays d'Europe de l'Est et de la Méditerranée relevant de la Politique européenne de voisinage, apporte un appui financier aux plans d'action de pays spécifiques, afin de leur donner les moyens d'agir, de jeter les bases d'un dialogue sur les politiques générales et d'encourager une réforme plurisectorielle.

43. La Conférence a insisté sur le fait que les actions entreprises à l'échelle internationale et nationale demeuraient des éléments décisifs des initiatives en cours à l'échelle internationale en vue d'enrayer la propagation mondiale de la grippe aviaire hautement pathogène et a souligné que les activités de renforcement des services vétérinaires mises en œuvre par la FAO et l'OIE devaient être appuyées et coordonnées avec l'OMS, afin d'augmenter le degré de préparation des pays en développement à la pandémie.

44. Plusieurs États Membres ont fait état des actions prises séparément, au niveau national, et de leurs plans de prévention de la grippe aviaire.

45. La Conférence a pris note des activités de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) liées à la grippe aviaire, en particulier de la collaboration avec la FAO et d'autres organisations internationales.

46. Un représentant de la Consultation régionale FAO/ONG-OSC<sup>6</sup> pour l'Europe est intervenu sur ce point.

## **QUESTIONS DÉCOULANT DE LA TRENTE-TROISIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO<sup>7</sup>**

47. Le Directeur général a présenté ce point pour examen et il a informé la Conférence que, conformément à la décision qui a été prise à la trente-troisième session de la Conférence de la FAO, en novembre 2005, la FAO commencerait à mettre en œuvre la réforme en établissant des bureaux sous-régionaux dans la région Afrique et en Asie centrale. Il a souligné que la FAO aurait aussi besoin de mobiliser 15 millions de dollars EU de contributions volontaires supplémentaires pour couvrir les dépenses de transition de la réforme. Il a informé la Conférence qu'une proposition de Programme de travail et budget (PTB) révisé avait été présentée à la cent quatorzième session du Comité financier et à la quatre-vingt-quinzième session du Comité du Programme en mai 2006, à Rome. Il a également indiqué que, dans la région Afrique, des négociations avaient été engagées au sujet de l'emplacement des bureaux sous-régionaux supplémentaires. Il a évoqué le fait qu'on envisageait un éventuel déplacement du Bureau régional pour l'Europe, ainsi que la mise en place d'un bureau de liaison supplémentaire dans la

---

<sup>6</sup> Consultation tenue à Riga les 5 et 6 juin 2006. La déclaration de la Consultation figure à l'Annexe J du présent rapport.

<sup>7</sup> ERC/06/6 et RC/2006/1.

région, outre la poursuite des négociations et consultations avec les États Membres en vue d'évaluer les sites les plus appropriés. Il a en outre informé les participants que, s'agissant de la réforme au Siège, le nombre de départements serait maintenu à huit et qu'il serait nécessaire de mieux équilibrer les effectifs entre les départements. Il a souligné que la réforme de la FAO se déroulait parallèlement à l'Évaluation externe indépendante et au mouvement de réforme à l'échelle du système des Nations Unies, en un processus de renforcement mutuel.

48. La Conférence a accueilli favorablement l'initiative du Directeur général consistant à renforcer le processus transparent de dialogue consultatif entre les Membres en inscrivant ce point à l'ordre du jour et en présentant des propositions de réforme, et elle a confirmé son appui à la résolution de la Conférence du 26 novembre 2005.

49. La Conférence a souligné qu'un débat sur le fond ne serait pas possible tant qu'une proposition plus détaillée et plus complète sur la façon dont le Directeur général souhaiterait mettre en oeuvre la réforme ne serait pas présentée. Elle s'est félicitée que le Directeur général ait décidé de présenter une proposition exhaustive et détaillée sur la manière de mettre en oeuvre la réforme (voir paragraphes 5 et 6 de la Résolution 6/2005 de la Conférence). Elle a demandé instamment que cette proposition, qui devrait être examinée par le Comité du Programme et par le Comité financier à leurs sessions de septembre 2006, en présence d'observateurs silencieux, contienne des précisions sur les mesures déjà prises, les incidences financières pertinentes et leurs effets sur le niveau des ressources.

50. La Conférence a souligné que les mesures ultérieures de réforme et, notamment, la décentralisation, ne devraient ni préjuger du processus en cours de l'Évaluation externe indépendante et de ses résultats, ni le devancer et que l'Évaluation externe indépendante devrait jeter les bases de toute proposition de réforme structurelle future, compte tenu de la réforme à l'échelle du système des Nations Unies.

51. La Conférence a également souligné que, conformément à son mandat, la FAO était appelée à s'acquitter de tâches normatives et opérationnelles et qu'un financement adéquat devrait être alloué aux activités normatives, mais que la FAO devrait également avoir la capacité requise pour s'acquitter de ses tâches opérationnelles malgré les contraintes budgétaires, et elle a demandé un renforcement de la coopération avec les autres organisations compétentes.

52. La Conférence a fait part de sa préoccupation face à la réduction des postes du cadre organique au Siège, qui pourrait affaiblir la masse critique de l'Organisation.

53. La Conférence a également exprimé son inquiétude quant à l'allocation de ressources humaines et budgétaires suffisantes pour que les bureaux régionaux et sous-régionaux de la région Europe puissent s'acquitter de leur mandat.

54. La Conférence a pris note de la délégation de pouvoirs accrus aux bureaux décentralisés.

55. Les délégations du Kazakhstan et de la République kirghize se sont félicitées de la réforme et de la proposition de création d'un Bureau sous-régional pour l'Asie centrale et elles ont souligné que ce bureau devrait avoir son siège dans l'un des pays d'Asie centrale de la CEI, afin de mettre les capacités techniques de la FAO davantage à la portée de cette région.

56. La délégation du Kazakhstan a confirmé qu'elle offrait d'accueillir un bureau sous-régional à Astana (Kazakhstan) et les délégations de la République kirghize, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan ont appuyé cette proposition.

57. La délégation de la Turquie s'est déclarée prête à accueillir le Bureau sous-régional pour l'Asie centrale en Turquie, proposition qui a été appuyée par la délégation de l'Azerbaïdjan.

## RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LA RÉGION 2004-2005<sup>8</sup>

58. Au titre de ce point, le Secrétariat a décrit dans leurs grandes lignes les activités menées dans la région Europe pendant l'exercice 2004-2005 et il a souligné qu'avec l'adhésion de l'Ukraine, du Bélarus et de la Fédération de Russie, le nombre de pays était passé à 52, y compris une organisation Membre et les cinq pays d'Asie centrale.
59. La Conférence a accueilli favorablement le document présenté par le Secrétariat et elle a souligné que les activités de la FAO en Europe centrale et orientale et dans la Communauté des États indépendants (CEI) étaient extrêmement importantes pour la région.
60. La Conférence a pris note du fait que les priorités, identifiées dans le Cadre stratégique 2000-2015, approuvées à la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe en 2000 et confirmées ensuite aux Conférences de 2002 et 2004, tenaient compte à la fois des politiques agricoles dans l'UE élargie et dans les pays adhérents, et des besoins particuliers des pays des Balkans et de la CEI.
61. La Conférence s'est félicitée de la collaboration avec les organisations internationales, les institutions régionales et nationales, ainsi que les ONG/OSC et elle a encouragé la FAO à développer encore et à renforcer ces relations.
62. La Conférence a souligné l'importance des activités d'élevage pendant la période 2004-2005 et l'aide d'urgence pour la détection précoce et la prévention de l'influenza aviaire hautement pathogène en Europe orientale et dans le Caucase. Elle s'est également félicitée de l'assistance technique fournie au secteur de l'élevage dans le cadre du Système mondial d'alerte précoce et d'action pour les maladies animales transfrontières et du Cadre mondial pour la maîtrise progressive de la fièvre aphteuse et des autres.
63. La Conférence a indiqué qu'elle appréciait les initiatives FAO/OMS et elle a souligné l'importance de la formation dispensée dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de l'évaluation des risques et du Codex Alimentarius.
64. Elle a souligné que le régime foncier, le remembrement et la gestion des terres étaient des questions importantes pour l'agriculture durable et le développement rural.
65. La Conférence a également reconnu la valeur des travaux réalisés dans ce domaine en Europe centrale et orientale et l'échange d'expérience sur le remembrement avec les pays d'Europe occidentale.
66. La Conférence a reconnu l'importance de l'appui fourni par la FAO dans le domaine des pêches et elle s'est félicitée de la mise en place du Réseau de centres d'aquaculture pour l'Europe centrale et orientale.
67. Elle a pris note des travaux entrepris dans le secteur forestier et de l'étroite collaboration avec d'autres organisations des Nations Unies et avec les ONG/OSC dans le cadre de laquelle ces activités ont été menées.
68. La Conférence s'est félicitée des importants travaux réalisés par la FAO à l'appui des efforts de développement de ses États Membres grâce à l'assistance aux politiques et aux opérations de terrain. Elle a aussi accueilli favorablement l'appui technique fourni pour le développement des investissements ruraux dans le secteur agricole et rural.
69. La Conférence a indiqué qu'elle craignait que dans certains domaines, une assistance technique adéquate ne puisse plus être fournie par le Bureau régional, ni par le Bureau sous-

---

<sup>8</sup> ERC/06/2.

régional. Elle a également noté que des questions émergentes, par exemple l'agriculture biologique, les biotechnologies et la biosécurité ne pourraient pas être prises en compte, faute d'une capacité suffisante, à la suite des graves contraintes budgétaires auxquelles était assujettie la FAO.

70. La Conférence a demandé à la FAO de réexaminer la suppression récente et prévue d'un certain nombre de postes dans les bureaux régionaux et sous-régionaux, car elle compromettrait la capacité de la FAO de relever les défis dans la région.

71. La délégation de la Hongrie a confirmé qu'elle offrait d'accueillir le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et elle a indiqué qu'elle prendrait à sa charge les coûts du déménagement.

## **DATE, LIEU ET PRINCIPAUX THÈMES DE LA VINGT-SIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE**

72. La Conférence s'est félicitée de l'offre renouvelée par la délégation de l'Autriche qui propose d'accueillir la prochaine (vingt-sixième) Conférence régionale en 2008. Elle a également accueilli favorablement l'offre de la délégation de l'Arménie d'accueillir la vingt-septième Conférence régionale pour l'Europe en 2010. La Conférence est convenue que ces offres devraient être transmises au Directeur général qui prendra une décision en consultation avec les membres de la région.

73. La Conférence a noté que l'ordre du jour des futures Conférences régionales pour l'Europe inclura un point permanent sur les urgences régionales et mondiales qui traitera des questions relatives aux urgences et à leur incidence aux niveaux régional et mondial et du rôle de la FAO à l'appui des États Membres dans ce domaine.

74. La Conférence a noté que le Secrétariat avait fixé provisoirement les dates de la vingt-sixième Conférence régionale pour l'Europe du 4 au 6 juin 2008. Elle a également noté que si ces dates ne convenaient pas au pays hôte, ce dernier pourrait renouveler par écrit son offre d'accueillir la Conférence en proposant de nouvelles dates.

## **AUTRES QUESTIONS**

75. Aucune autre question n'a été soulevée.

## **ADOPTION DU RAPPORT**

76. Le texte du projet de rapport a été adopté par la Conférence avec quelques amendements.

## **CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE**

77. S'exprimant au nom du Directeur général, le Représentant régional pour l'Europe a exprimé sa vive satisfaction pour la généreuse hospitalité offerte par le gouvernement hôte à toutes les délégations. Elle a exprimé sa profonde gratitude en particulier pour l'appui que le gouvernement hôte a apporté aux délégations des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) de la région auxquels elle a offert le voyage et le séjour pour deux personnes pour chaque pays. Ce soutien a sans aucun doute amélioré la participation générale à cette Conférence.

78. Le représentant de l'Arménie a souhaité exprimer officiellement, au nom de sa délégation et des neuf autres délégations des PFRDV, sa plus vive satisfaction pour le soutien sans précédent que le pays hôte leur a offert; les pays concernés ont beaucoup apprécié ce soutien sans lequel leur participation n'aurait pas été possible, compte tenu des graves contraintes financières auxquelles ils doivent faire face.

79. Au nom de la Conférence, le représentant de l'Autriche a exprimé sa vive satisfaction pour l'accueil cordial et généreux que le gouvernement hôte a offert aux participants et pour les excellentes installations mises à leur disposition.

80. Au nom du Gouvernement de la Lettonie, le Président a exprimé sa gratitude pour la participation active de toutes les délégations qui a permis à la Conférence de venir à bout de son ordre du jour chargé dans les délais impartis. Il a évoqué en particulier l'échange de vues stimulant qui a eu lieu durant la table ronde ministérielle et il a exprimé l'espoir que les futures conférences connaîtraient un niveau de participation élevé de la part de tous les membres de la région.

---

**ANNEXE A**

---

**LIST OF PARTICIPANTS**  
**LISTE DES PARTICIPANTS**  
**LISTA DE PARTICIPANTES**

**Chairperson**  
**Président**  
**Presidente**

Latvia

**Vice-Chairpersons**  
**Vice-Président(e)s**  
**Vicepresidentes**

Iceland  
Italy

**Rapporteur**

Armenia

**Independent Chairman of the FAO Council**  
**Président indépendant du Conseil de la FAO**  
**Presidente Independiente del Consejo de la FAO**

Mohammad Saeid Noori Naeini  
(Iran, Islamic Republic of)

**MEMBER NATIONS  
ÉTATS MEMBRES  
ESTADOS MIEMBROS**

**ALBANIA – ALBANIE**

Delegate  
Jemin GJANA  
Minister for Agriculture, Food and  
Consumer Protection  
Ministry of Agriculture, Food and  
Consumer Protection  
Skanderbeg Square No. 2  
Tirana  
Fax: +355 42 27924

Alternates  
Sali METANI  
Head of Integration Policies Department  
Ministry of Agriculture, Food and Consumer  
Protection  
Skanderbeg Square No. 2.  
Tirana  
Tel: +355 4227920  
Fax: +355 4227920  
Email: [salimetani@yahoo.com](mailto:salimetani@yahoo.com)

Migena NURI  
Adviser  
Embassy of the Republic of Albania  
Budapest  
Hungary  
Fax: +36 1 3361099  
Email: [migenan@yahoo.com](mailto:migenan@yahoo.com)

**ARMENIA – ARMÉNIE**

Delegate  
Davit LOKYAN  
Minister for Agriculture  
Ministry of Agriculture  
3<sup>rd</sup> Governmental Building  
Republic Square  
375010 Yerevan  
Fax: +374 10524610  
Email: [frdmoa@agrounit.am](mailto:frdmoa@agrounit.am)

Alternates  
Zohrab V. MALEK  
Ambassador to FAO  
Permanent Representative of the Republic of  
Armenia to FAO  
Via Camillo Sabatini 102  
00144 Rome  
Tel: +39 065201924  
Fax: +39 065201924  
Email: [armambfao@virgilio.it](mailto:armambfao@virgilio.it)

Andranik PETROSYAN  
Head of Foreign Relations and Marketing  
Department  
Ministry of Agriculture  
3<sup>rd</sup> Governmental Building  
Republic Square  
375010 Yerevan  
Fax: +374 10524610  
Email: [frdmoa@agrounit.am](mailto:frdmoa@agrounit.am)

**AUSTRIA – AUTRICHE**

Delegate  
Josef PRÖLL  
Federal Minister for Agriculture, Forestry,  
Environment and Water Management  
Federal Ministry of Agriculture, Forestry,  
Environment and Water Management  
Stubenring 1  
A-1010 Wien



Alternates  
 Mrs Hedwig WÖGERBAUER  
 Director  
 Head of Division III 3 for FAO  
 OECD  
 Food Aid and Food Security  
 Federal Ministry of Agriculture, Forestry,  
 Environment and Water Management  
 Stubenring 1  
 A-1010 Wien  
 Tel: +43 1 711002812  
 Fax: +43 1 711002959  
 Email: [hedwig.woegerbauer@lebensministerium.at](mailto:hedwig.woegerbauer@lebensministerium.at)

Ms Edith KLAUSER  
 Federal Ministry of Agriculture, Forestry,  
 Environment and Water Management  
 Stubenring 1  
 A-1010 Wien  
 Tel: +43 1 711006911  
 Email: [edith.klauser@lebensministerium.at](mailto:edith.klauser@lebensministerium.at)

Ms Natalie FEISTRITZER  
 Permanent Representative of Austria to FAO  
 Via Pergolesi 3  
 00198 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 06 844014227  
 Fax: +39 06 8543286  
 Email: [natalie.feistritzter@bmaa.gv.at](mailto:natalie.feistritzter@bmaa.gv.at)

Daniel KAPP  
 Federal Ministry of Agriculture, Forestry,  
 Environment and Water Management  
 Stubenring 1  
 A-1010 Wien  
 Tel: +43 1 711006823  
 Email: [daniel.kapp@lebensministerium.at](mailto:daniel.kapp@lebensministerium.at)

Norbert WINKLER  
 Division III 3  
 Federal Ministry of Agriculture, Forestry,  
 Environment and Water Management  
 Stubenring 1  
 A-1010 Wien  
 Tel: +43 1 711002955  
 Fax: +43 1 711002959  
 Email: [norbert.winkler@lebensministerium.at](mailto:norbert.winkler@lebensministerium.at)

Georges SCHNEIDER  
 Hernalser Hauptstrasse 158/9  
 A-1170 Wien  
 Tel: +43 676 4025125  
 Email: [georges.schneider@photonews.at](mailto:georges.schneider@photonews.at)

#### **AZERBAIJAN - AZERBAÏDJAN AZERBAIYÁN**

Delegate  
 Bakhram ALIYEV  
 Deputy Minister for Agriculture  
 Ministry of Agriculture  
 Uz. Gadjibekov str. 40  
 AZ 1000 Baku  
 Tel: +99412 493 0884  
 Fax: +99412 493 0884  
 Email: [agry@azerin.com](mailto:agry@azerin.com)

Alternate  
 Yagub GULIYEV  
 Head of Department of International  
 Cooperation and Information  
 Agrarian Scientific Centre  
 Ministry of Agriculture  
 Uz. Gadjibekov str. 40  
 AZ 1000 Baku  
 Tel: +99412 493 0884  
 Fax: +99412 493 0884  
 Email: [yguliyev@agroagency.gov.az](mailto:yguliyev@agroagency.gov.az)

#### **BELARUS – BÉLARUS - BELARÚS**

Delegate  
 Valery BELSKI  
 Director  
 Centre of Agrarian Economics  
 103 Kazinca Str.  
 Minsk 220108  
 Tel: +375 17 2120411  
 Fax: +375 17 2786921  
 Email: [belskij@tut.by](mailto:belskij@tut.by)

Alternate  
 Aliaksei MELIASHCHENIA  
 Director  
 Institute of Meat and Milk Industry  
 National Academy of Sciences  
 Minsk

**BELGIUM - BELGIQUE -  
BÉLGICA**

Délégué  
John CORNET D'ELZIUS  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent adjoint de la  
Belgique auprès de la FAO  
Ambassade de Belgique  
Bureau FAO, PAM et FIDA  
Via dei Monti Parioli 49  
00197 Rome  
Italy  
Tel: +39 063609511  
Fax: +39 063226935  
Email: [john.cornetdelzius@diplobel.fed.be](mailto:john.cornetdelzius@diplobel.fed.be)

**BOSNIA AND HERZEGOVINA -  
BOSNIE-HERZÉGOVINE -  
BOSNIA Y HERZEGOVINA**

Delegate  
Halil OMANOVIC  
Director  
Project Implementation Service  
Ministry of Agriculture, Water Management  
and Forestry  
Federation of Bosnia and Herzegovina  
Zmaja ud Bosne br. 8  
71000 Sarajevo  
Tel: +387 33 666538  
Fax: +387 33 666538  
Email: [h.omanovic@fmpvspcu.ba](mailto:h.omanovic@fmpvspcu.ba)

**BULGARIA – BULGARIE**

Delegate  
Ilia KRASTELNIKOV  
Ambassador  
Ministry of Foreign Affairs  
Alexander Zhendov Str. No. 2  
1040 Sofia  
Fax: +3592 948 2051  
Email: [krastelnikov@mfa.government.bg](mailto:krastelnikov@mfa.government.bg)

Alternate  
Mrs Rositsa GEORGOVA  
Head of Department of International  
Relations  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Blvd Christo Botev 55  
Sofia 1040  
Fax: +3592 980 8270  
Email: [r.georgova@mzgar.government.bg](mailto:r.georgova@mzgar.government.bg)

**CROATIA - CROATIE – CROACIA**

Delegate  
Dragan KOVAČEVIĆ  
State Secretary  
Ministry of Agriculture, Forestry and Water  
Management  
Ulica grada Vukovara 78  
HR 10000 Zagreb  
Fax: +385 1 6109200

Alternates  
Ms Lidija MRKOCI  
Head  
International Relations Unit  
Ministry of Agriculture, Forestry and Water  
Management  
Ulica grada Vukovara 78  
HR 10000 Zagreb  
Tel: +385 1 6106111  
Fax: +385 1 6109206  
Email: [lidiya.mrkoci@mps.hr](mailto:lidiya.mrkoci@mps.hr)

Ms Marina DEUR  
Senior Counsellor  
Ministry of Agriculture, Forestry and Water  
Management  
Ulica grada Vukovara 78  
HR 10000 Zagreb  
Tel: +385 1 6106111  
Fax: +385 1 6109206  
Email: [mdeur@mps.hr](mailto:mdeur@mps.hr)

**CYPRUS - CHYPRE – CHIPRE**

Delegate  
 Haris ZANNETIS  
 Senior Officer  
 Ministry of Agriculture, Natural Resources  
 and Environment  
 Loukis Akritas Avenue  
 1411 Nicosia  
 Fax: +357 22774234  
 Email: [hzannetis@moa.gov.cy](mailto:hzannetis@moa.gov.cy)

Alternate  
 Gabriel ODYSSEOS  
 Deputy Permanent Representative of Cyprus  
 to the UN Agencies for Food and  
 Agriculture, Rome  
 Permanent Representation of the Republic  
 of Cyprus to FAO  
 Piazza Farnese 44  
 00186 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 066865758  
 Fax: +39 0668803756  
 Email: [faoprcyp@tin.it](mailto:faoprcyp@tin.it)

**CZECH REPUBLIC -  
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE -  
REPÚBLICA CHECA**

Delegate  
 Mrs Andrea PONDĚLNÍČKOVÁ  
 Director General of EU Section  
 Ministry of Agriculture  
 Tesnov 17  
 117 05 Prague

Alternates  
 Mrs Marta TEPLÁ  
 Director of Trade and International  
 Relationships  
 Ministry of Agriculture  
 Tesnov 17  
 117 05 Prague

Jiří MUCHKA  
 Secretary of the Czech National Committee  
 for Cooperation with FAO  
 Ministry of Agriculture  
 Tesnov 17  
 117 05 Prague  
 Tel: +420 2 22318619  
 Fax: +420 224810652  
 Email: [jiri.muchka@mze.cz](mailto:jiri.muchka@mze.cz)

Ondřej KOVAŘÍK  
 Development and Humanitarian Cooperation  
 Department  
 Ministry of Foreign Affairs  
 Loretánské nám. 5  
 125 10 Prague 1  
 Fax: +420 224182491  
 Email: [ondrej.kovarik@mzv.cz](mailto:ondrej.kovarik@mzv.cz)

Mrs Daniela MOYZESOVÁ  
 Permanent Representative of the Czech  
 Republic to FAO  
 Embassy of the Czech Republic  
 Via dei Gracchi 322  
 00192 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 06360957  
 Fax: +39 063244466  
 Email: [Daniela.moyzesova@seznam.cz](mailto:Daniela.moyzesova@seznam.cz)

**DENMARK - DANEMARK -  
DINAMARCA**

Delegate  
 Søren SKAFTE  
 Deputy Permanent Representative to FAO  
 Royal Danish Embassy  
 Via dei Monti Parioli 50  
 00197 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 06 9774831  
 Fax: +39 06 97748399  
 Email: [romamb@um.dk](mailto:romamb@um.dk)

**ESTONIA – ESTONIE**

Delegate  
 Ruve SCHANK  
 Deputy Secretary General  
 Ministry of Agriculture  
 39/41 Lai Street  
 15056 Tallinn  
 Tel: +372 6256101  
 Fax: +372 6256200  
 Email: [ruve.schank@agri.ee](mailto:ruve.schank@agri.ee)

Alternates  
 Ilmar MÄNDMETS  
 Permanent Representative of the Republic of  
 Estonia to FAO  
 Embassy of the Republic of Estonia  
 Viale Liegi 28  
 00198 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 068440751  
 Fax: +39 06844075119  
 Email: [ilmar.mandmets@estemb.it](mailto:ilmar.mandmets@estemb.it)

Ms Maris MÖTTUS  
 Deputy Head of the Agricultural Market  
 Regulation Department

Mrs Ene LEPP  
 Head of Foreign Affairs Bureau  
 Ministry of Agriculture  
 39/41 Lai Street  
 15056 Tallinn  
 Fax: +372 6313628  
 Email: [ene.lepp@agri.ee](mailto:ene.lepp@agri.ee)

Ms Merle PALU  
 Chief Specialist of Foreign Affairs Bureau  
 Ministry of Agriculture  
 39/41 Lai Street  
 15056 Tallinn  
 Fax: +372 6313628  
 Email: [merle.palu@agri.ee](mailto:merle.palu@agri.ee)

**EUROPEAN COMMUNITY  
 (MEMBER ORGANIZATION) -  
 COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
 (ORGANISATION MEMBRE) -  
 COMUNIDAD EUROPEA  
 (ORGANIZACIÓN MIEMBRO)**

Déléguée  
 Mme Mariann FISCHER BOEL  
 Membre de la Commission des  
 Communautés européennes  
 Responsable de l'Agriculture et du  
 Développement rural  
 Commission européenne  
 Rue de la Loi 200  
 B-1049 Bruxelles  
 Email: [Mariann.Fischer-Boel@ec.europa.eu](mailto:Mariann.Fischer-Boel@ec.europa.eu)

Suppléants  
 Luis RITTO  
 Représentant Permanent  
 Chef de la Délégation de la Commission  
 européenne auprès de la FAO et des  
 Organisations des Nations Unies  
 Via IV Novembre 149  
 00187 Rome  
 Italie  
 Tel: +39 06 6782672  
 Fax: +39 06 6797830  
 Email: [Luis.Ritto@cec.eu.int](mailto:Luis.Ritto@cec.eu.int)

Mlle Lene NAESAGER  
 Membre du Cabinet de  
 Mme Fischer Boel  
 Commission européenne  
 Rue de la Loi 200  
 B-1049 Bruxelles

Michael MANN  
 Porte-parole du Cabinet Fischer Boel  
 Commission européenne  
 Rue de la Loi 200  
 B-1049 Bruxelles

Francisco-Javier ALCAZAR SIRVENT  
 Administrateur Principal à la Direction  
 Générale « Agriculture »  
 Commission européenne  
 Rue de la Loi 130, bureau 06/70  
 1040 Bruxelles  
 Fax: +32 2 2921700  
 Email: [javier.alcazar@ec.europa.eu](mailto:javier.alcazar@ec.europa.eu)

**FINLAND - FINLANDE – FINLANDIA**

Delegate  
 Veli-Pekka TALVELA  
 Director-General  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 International Affairs  
 P.O. Box 30  
 00023 Government  
 Fax: +358 9 160 52266  
 Email: [veli-pekka.talvela@mmm.fi](mailto:veli-pekka.talvela@mmm.fi)

Alternates  
Ms Marja-Liisa TAPIO-BISTRÖM  
Senior Officer  
Ministry of Agriculture and Forestry  
International Affairs  
P.O. Box 30  
00023 Government  
Fax: +358 9 160 52266  
Email: [marja-liisa.tapio-bistrom@mmm.fi](mailto:marja-liisa.tapio-bistrom@mmm.fi)

Ms Heidi PIHLATIE  
Minister Counsellor  
Permanent Representative of Finland to  
FAO  
Embassy of Finland  
Via Lisbona 3  
00198 Rome  
Italy  
Tel: +39 06 852231  
Fax: +39 06 8540362  
Email: [heidi.pihlatie@formin.fi](mailto:heidi.pihlatie@formin.fi)

Jyri OLLILA  
Agricultural Counsellor  
Deputy Permanent Representative of Finland  
to FAO  
Embassy of Finland  
Via Lisbona 3  
00198 Rome  
Italy  
Tel: +39 06 852231  
Fax: +39 06 8540362  
Email: [jyri.ollila@formin.fi](mailto:jyri.ollila@formin.fi)

## FRANCE - FRANCIA

Délégué  
Alain PIERRET  
Président du Comité interministériel de  
l'agriculture et de l'alimentation  
(CIAA)  
Carré Austerlitz 2  
Boulevard Diderot  
75572 Paris  
Tel: +33 1 44871600  
Fax: +33 1 44871604  
Email: [ajpierret@free.fr](mailto:ajpierret@free.fr)

Suppléants  
Michel THIBIER  
Chargé de Mission au Cabinet du Ministre  
de l'agriculture et de la pêche  
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche  
78 rue de Varenne  
75349 Paris 07 SP  
Tel: +33 1 49554901  
Fax: +33 1 49558183  
Email: [michel.thibier@agriculture.gouv.fr](mailto:michel.thibier@agriculture.gouv.fr)

Mme Anne-Sophie CERISOLA  
Chargée d'études au ministère de  
l'agriculture et de la pêche  
Ministère de l'agriculture et de la pêche  
3 rue Barbet de Jouy  
75349 Paris  
Fax: +33 1 49555942  
Email: [anne-sophie.cerisola@agriculture.gouv.fr](mailto:anne-sophie.cerisola@agriculture.gouv.fr)

Mme Elisabeth DAHAN  
Directeur des Relations Internationales  
Conseil Economique et Social  
42 Avenue Raymond Poincaré  
75016 Paris  
France  
Fax: +33 0156289428  
Email: [elisabeth.dahan@ces.fr](mailto:elisabeth.dahan@ces.fr)

Daniel GOULET  
Sénateur  
Secrétaire de la Commission des affaires  
étrangères du Sénat  
Tel: +33 0142342926  
Fax: +33 0142344084  
Email: [d.goulet@senat.fr](mailto:d.goulet@senat.fr)

Jean-Jacques SOULA  
Conseiller scientifique  
Représentation permanente de la France  
auprès de l'OAA  
Corso del Rinascimento 52  
00186 Rome  
Italy  
Tel: +39 06 68405240  
Fax: +39 06 6892692  
Email: [jean-jacques.soula@diplomatie.gouv.fr](mailto:jean-jacques.soula@diplomatie.gouv.fr)

Mme Renata JARRE  
Ambassade de France  
9 Raina Bulvaris  
LV150 Riga

**GEORGIA – GÉORGIE**

Delegate

**GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA**

Delegate

Guntram Freiherr VON SCHENCK  
Ambassador  
Permanent Representative of the Federal  
Republic of Germany to the International  
Organizations in Rome  
Via San Martino della Battaglia 4  
00185 Rome  
Italy  
Tel: +39 06 49213280  
Fax: +39 06 49213281  
Email: [guntram.von-schenck@diplo.de](mailto:guntram.von-schenck@diplo.de)

Alternate

Mrs Swantje HELBING  
Head of Division  
Federal Ministry of Food, Agriculture and  
Consumer Protection  
Wilhelmstrasse 54  
11055 Berlin  
Fax: +49 30 20063351  
Email: [swantje.helbing@bmelv.bund.de](mailto:swantje.helbing@bmelv.bund.de)

**GREECE - GRÈCE – GRECIA**

Delegate

Charalambos CHRISTOPOULOS  
Ambassador, Head of Department  
Ministry of Foreign Affairs  
Zalorosta 1  
Athens  
Tel: +30 210 3683129  
Fax: +30 210 3683128  
Email: [b04@mfa.gr](mailto:b04@mfa.gr)

Alternate

Pavlos PEZAROS  
Director for Agricultural Policy  
Ministry of Rural Development and Food  
Acharnon Street 5  
Athens 10176  
Fax: 210-5249097  
Email: [ppezar@minagric.gr](mailto:ppezar@minagric.gr)

**HUNGARY - HONGRIE – HUNGRÍA**

Delegate

Fülöp BENEDEK  
Secretary of State  
Chairman, Hungarian National Committee  
for UN Food and Agricultural Agencies  
Ministry of Agriculture and Rural  
Development  
Kossuth Lajos-tér 11  
1860 Budapest V  
Tel: +361 3014000  
Fax: +361 3014662

Alternates

Ms Mariann KOVÁCS  
Director General of Department for  
International Relations  
Ministry of Agriculture and Rural  
Development  
Kossuth Lajos-tér 11  
1860 Budapest V  
Tel: +361 3014000  
Fax: +361 3014662  
Email: [KovacsM@fvm.hu](mailto:KovacsM@fvm.hu)

Zoltán KÁLMÁN

Permanent Representative of Hungary to  
FAO  
Embassy of the Republic of Hungary  
Via Luigi Lilio 59, c/10  
00142 Rome  
Italy  
Tel: +39 0697256859  
Email: [hufaorep@fastwebnet.it](mailto:hufaorep@fastwebnet.it)

**ICELAND - ISLANDE – ISLANDIA**

Delegate

Gudni BRAGASON  
Minister Counsellor  
Permanent Representative of Iceland to FAO  
Embassy of the Republic of Iceland  
Via di San Saba 12  
00153 Rome  
Italy  
Tel: +39 06 57250509  
Fax: +39 06 5758012  
Email: [gudni.bragason@utn.stjr.is](mailto:gudni.bragason@utn.stjr.is)

**IRELAND – IRLANDE – IRLANDA**

Delegate  
 Brendan SMITH TD  
 Minister of State  
 Department of Agriculture and Food  
 Agriculture House  
 Kildare Street  
 Dublin 2  
 Fax: +353 1 6072235

Alternates  
 Aidan DUANE  
 Private Secretary to the Minister of State  
 Department of Agriculture and Food  
 Agriculture House  
 Kildare Street  
 Dublin 2  
 Fax: +353 1 6072235

Tim MAWE  
 Ambassador of Ireland to Latvia  
 Embassy of Ireland  
 Valdemara Centrs 632  
 Kr. Valdemara 21  
 Riga, LV-1010  
 Fax: +371 7035323

Nick BARWISE  
 Economics and Planning Division  
 Department of Agriculture and Food  
 Agriculture House  
 Kildare Street  
 Dublin 2  
 Tel: +353 1 6072240  
 Fax: +353 1 6072235  
 Email: [nick.barwise@agriculture.gov.ie](mailto:nick.barwise@agriculture.gov.ie)

Padraic DEMPSEY  
 First Secretary (Agriculture)  
 Deputy Permanent Representative to FAO  
 Embassy of Ireland  
 Piazza di Campitelli 3  
 00186 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 06 6979121  
 Fax: +39 06 6792354  
 Email: [padraic.dempsey@dfa.ie](mailto:padraic.dempsey@dfa.ie)

Donal KENNEALY  
 Third Secretary  
 Embassy of Ireland  
 Valdemars Centrs 632  
 Kr. Valdemara 21  
 Riga, LV-1010  
 Fax: +371 7035323

**ISRAEL - ISRAËL**

Delegate  
 Mordechai RODGOLD  
 Permanent Representative of the State of  
 Israel to FAO  
 Embassy of the State of Israel  
 Via Michele Mercati 14  
 00197 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 0636198500  
 Fax: +39 0636198615  
 Email: [economico@roma.mfa.gov.il](mailto:economico@roma.mfa.gov.il)

**ITALY - ITALIE - ITALIA**

Délégué  
 Romualdo BETTINI  
 Ambassadeur auprès de la FAO  
 Rappresentante Permanente d'Italia  
 presso l'ONU  
 Représentation permanente de l'Italie auprès  
 de la FAO  
 Piazza Margana 19  
 00186 Rome  
 Italie  
 Tel: +39 06 6977961  
 Fax: +39 06 6796352  
 Email: [romualdo.bettini@esteri.it](mailto:romualdo.bettini@esteri.it)

Suppléants  
 Mme Rita Giuliana MANNELLA  
 Conseiller  
 Représentation permanente de l'Italie auprès  
 de la FAO  
 Piazza Margana 19  
 00186 Rome  
 Italie  
 Tel: +39 06 6977961  
 Fax: +39 06 6796352  
 Email: [rita.mannella@esteri.it](mailto:rita.mannella@esteri.it)

Paolo AMMASSARI  
 Coordinatore Amministrativo  
 Ufficio POSR II  
 Ministero delle Politiche Agricole e Forestali  
 Via XX Settembre 20  
 00187 Rome  
 Fax: +39 06 4741188  
 Email: [p.ammassari@politicheagricole.it](mailto:p.ammassari@politicheagricole.it)

Stefano LAFIANDRA  
 Funzionario ISMEA  
 Ufficio POSR II  
 Ministero delle Politiche Agricole e Forestali  
 Via XX Settembre 20  
 00187 Rome  
 Fax: +39 06 4741188  
 Email: [s.lafiandra@politicheagricole.it](mailto:s.lafiandra@politicheagricole.it)

Sergio MARELLI  
 Presidente  
 Associazione ONG Italiane  
 Via Giovanni Devoti 16  
 00167 Rome

#### **KAZAKHSTAN – KAZAJSTÁN**

Delegate  
 Almaz N. KHAMZAYEV  
 Ambassador  
 Permanent Representative of the Republic  
 of Kazakhstan to FAO  
 Embassy of the Republic of Kazakhstan  
 Via della Camilluccia 693  
 00135 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 06 36301130  
 Fax: +39 06 36292675

Alternates  
 Berik OSPANOV  
 Director of Department of Agrarian Policy  
 Ministry of Agriculture  
 Abay Avenue 25  
 473000 Astana  
 Fax: 8-317-2-326929

Mrs Zhazira MYRZAKASSIMOVA  
 First Secretary  
 Embassy of the Republic of Kazakhstan  
 Birutės g. 20a/35  
 LT-2004 Vilnius  
 Lithuania  
 Tel: +370 5 2122123  
 Fax: +370 5 2313580  
 Email: [kazemb@iti.lt](mailto:kazemb@iti.lt)

#### **KYRGYZ REPUBLIC - RÉPUBLIQUE KIRGHIZE - LA REPÚBLICA KIRGUISA**

Delegate  
 Rysbek APASOV  
 Deputy Head of Agrarian Policy, Foreign  
 Relations and Investments Department  
 Ministry of Agriculture, Water Resources  
 and Processing Industry  
 96<sup>a</sup> Kiev Str.,  
 Bishkek 720040  
 Fax: +996 312 623632  
 Email: [fao-kg@elcat.kg](mailto:fao-kg@elcat.kg)

#### **LATVIA - LETTONIE - LETONIA**

Delegate  
 Mārtiņš ROZE  
 Minister for Agriculture  
 Ministry of Agriculture  
 Republikas laukums 2  
 LV-1841 Riga  
 Tel: +371 7027107  
 Fax: +371 7027512  
 Email: [dzidra@zm.gov.lv](mailto:dzidra@zm.gov.lv)

Alternates  
 Ms Dace LUCAUA  
 Parliamentary Secretary  
 Ministry of Agriculture  
 Republikas laukums 2  
 LV-1841 Riga  
 Tel: +371 7027296  
 Fax: +371 7830272



Ms Laimdota STRAUJUMA  
State Secretary  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga  
Tel: +371 7027139  
Fax: +371 7027512  
Email: [Laimdota.Straujuma@zm.gov.lv](mailto:Laimdota.Straujuma@zm.gov.lv)

Ms Baiba BANE  
Deputy State Secretary  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga

Aivars LAPINS  
Deputy State Secretary  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga

Arvids OZOLS  
Deputy State Secretary  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga

Aivars BERZINS  
Deputy State Secretary  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga

Janis BRIEDIS  
Director  
Department of International Relations  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga

Ms Rigonda LERHE  
Director  
Department of Common Agriculture Policy  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga

Ms Helma JIRGENA  
Director  
Department of Agriculture  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga

Ms Nina RAKSTINA  
Director  
Department of Rural Development  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga

Juris ZINÁRS  
Deputy Head of Division  
Veterinary and Food Department  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga

Janis BIRGELIS  
Director  
Department of Forest Policy  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga

Indulis ABOLINS  
Director  
European Union and National Support  
Department  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga

Ainars NABELS-SNEIDERS  
Head  
Foreign Relations Division  
Department of International Relations  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga  
Tel: +371 7027296  
Fax: +371 7830272  
Email: [Ainars.Nabels-Sneiders@zm.gov.lv](mailto:Ainars.Nabels-Sneiders@zm.gov.lv)

Arvids KRIVENS  
Deputy Head  
Foreign Relations Division  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
LV-1841 Riga

Aivars GRAUDINS  
Attaché  
Ministry of Agriculture of Latvia in the  
Russian Federation

Vinets VELDRE  
 Director  
 Food and Veterinary Service  
 Andis RUKMANIS  
 Acting Director  
 Rural Support Service

Ms Evisa ABOLINA  
 Environmental Protection Department  
 Ministry of Environment  
 Riga

Ms Ligita ARGALE  
 Rural Support Service  
 Ministry of Agriculture  
 Riga

#### **LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA**

Delegate  
 Mrs Kazimira Danuté PRUNSKIENĖ  
 Minister for Agriculture  
 Ministry of Agriculture  
 Gedimino ave. 19  
 LT-01103 Vilnius  
 Tel: +370 5 2391001  
 Fax: +370 5 2391212  
 Email: [daiivakr@zum.lt](mailto:daiivakr@zum.lt)

Alternates  
 Ms Dalia MINIATAITĖ  
 Under-secretary  
 Ministry of Agriculture  
 Gedimino ave. 19  
 LT-01103 Vilnius  
 Tel: +370 5 2391001  
 Fax: +370 5 239 092  
 Email: [mina@zum.lt](mailto:mina@zum.lt)

Ms Renata NIAURIENE  
 Director of Lithuanian Agricultural Library

Petras MACIULSKIS  
 Deputy Director  
 State Food and Veterinary Service  
 Siesiku str. 19  
 LT-07170 Vilnius

#### **LUXEMBOURG - LUXEMBURGO**

Délégué

#### **MALTA - MALTE**

Delegate  
 Francis AGIUS  
 Junior Minister for Agriculture and Fisheries  
 Ministry for Rural Affairs and the  
 Environment  
 Barriera Wharf  
 Valletta CMR 02  
 Email: [Randolph.spiteri@gov.mt](mailto:Randolph.spiteri@gov.mt)

Alternate  
 Randolph SPITERI  
 Communications Coordinator  
 Parliamentary Secretariat for Agriculture  
 and Fisheries  
 Ministry for Rural Affairs and the  
 Environment  
 Barriera Wharf  
 Valletta CMR 02  
 Tel: +356 2295 2000  
 Fax: +356 2295 2114  
 Email: [Randolph.spiteri@gov.mt](mailto:Randolph.spiteri@gov.mt)

#### **MOLDOVA, REPUBLIC OF- MOLDOVA, RÉPUBLIQUE DE - MOLDOVA, REPÚBLICA DE MOLDOVA**

Delegate  
 Anatolie SPIVACENCO  
 Deputy Minister for Agriculture and  
 Food Industry  
 Ministry of Agriculture and Food Industry  
 Stefan cel Mare 162  
 Chisinau MD-2004

#### **MONACO**

Délégué

**NETHERLANDS - PAYS-BAS –  
PAÍSES BAJOS**

Delegate  
Ewald WERMUTH  
Ambassador  
Permanent Representative of the Kingdom  
of the Netherlands to the UN Organizations  
for Food and Agriculture, Rome  
Via delle Terme Deciane 6  
00153 Rome  
Italy  
Tel: +39 065740306  
Fax: +39 065744927  
Email: [rof@minbuza.nl](mailto:rof@minbuza.nl)

Alternate  
Mrs Desirée HAGENAARS  
Senior Staff Officer  
International Affairs Department  
Ministry of Agriculture, Nature and Food  
Quality  
P.O. Box 20401  
2500 EK The Hague  
Tel: +31 703784471  
Fax: +31 703786105  
Email: [d.hagenaars@minlnv.nl](mailto:d.hagenaars@minlnv.nl)

**NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA**

Delegate  
Ola T. HEGGEM  
State Secretary  
Ministry of Agriculture and Food  
P.O. Box 8007 Dep.  
N-0030  
Oslo  
Fax: +47 22249558  
Email: [ola.heggem@lmd.dep.no](mailto:ola.heggem@lmd.dep.no)

Alternates  
Leif FORSELL  
Director General  
Ministry of Agriculture and Food  
P.O. Box 8007 Dep.  
N-0030  
Oslo  
Fax: +47 22249556  
Email: [leif.forsell@lmd.dep.no](mailto:leif.forsell@lmd.dep.no)

Ms Nina MOSSEBY  
Adviser  
Ministry of Agriculture and Food  
P.O. Box 8007 Dep.  
N-0030  
Oslo  
Tel: +47 22249302  
Fax: +47 22249556  
Email: [nina.mosseby@lmd.dep.no](mailto:nina.mosseby@lmd.dep.no)

Narve SOLHEIM  
Adviser  
Ministry of Foreign Affairs  
P.O. Box 8114 DEP  
0032 Oslo  
Fax: +47 22242734  
Email: [nso@mfa.no](mailto:nso@mfa.no)

**POLAND - POLOGNE - POLONIA**

Delegate  
Andrzej BABUCHOWSKI  
Undersecretary of State  
Ministry of Agriculture and Rural  
Development  
ul. Wspólna 30  
00-930 Warsaw  
Fax: +48 226232030

Alternates  
Ms Malgorzata PIOTROWSKA  
Vice Director  
EU and International Cooperation  
Department  
Ministry of Agriculture and Rural  
Development  
ul. Wspólna 30  
00-930 Warsaw  
Fax: +48 226232030  
Email: [m.piotrowska@minrol.gov.pl](mailto:m.piotrowska@minrol.gov.pl)

Krzysztof BARTOSZ  
Economic Counsellor  
Embassy of the Republic of Poland

**PORTUGAL**

Delegate  
 Rui NORONHA  
 Deputy Director General  
 Bureau of Agri-Food Policy and Planning  
 Ministry of Agriculture, Rural Development  
 and Fisheries  
 Praça do Comércio  
 1149-010 Lisbon  
 Email: [rnoronha@gppaa.pt](mailto:rnoronha@gppaa.pt)

**ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA**

Délégué  
 Dacian CIOLOS  
 Conseiller du Ministre  
 Ministère de l'agriculture, des forêts, et du  
 développement rural  
 24 Boulevard Carol I - Secteur 3  
 020921 Bucarest  
 Fax: +40 21 3134766  
 Email: [dacian.ciolos@maa.ro](mailto:dacian.ciolos@maa.ro)

**RUSSIAN FEDERATION –  
 FÉDÉRATION DE RUSSIE –  
 FEDERACIÓN DE RUSIA**

Delegate  
 Andrey VERSHININ  
 Director  
 Department of International Cooperation  
 Ministry of Agriculture  
 1/11 Orlikov per.,  
 Moscow 107139  
 Tel: +7 495 2078386  
 Fax: +7 495 6329392  
 Email: [mail4000@mail.ru](mailto:mail4000@mail.ru)

**SAN MARINO - SAINT-MARIN**

Delegate  
 Mrs Daniela ROTONDARO  
 Permanent Representative to FAO  
 Embassy of the Republic of San Marino  
 Via Eleonora Duse 35  
 00197 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 06 8072511  
 Fax: +39 06 8070072  
 Email: [asmarino@ambrsm.it](mailto:asmarino@ambrsm.it)

**SERBIA AND MONTENEGRO  
 SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO  
 SERBIA Y MONTENEGRO**

Delegate  
 Aleksandar TODOROVIC  
 Assistant Minister for Legal Affairs  
 Ministry of Agriculture, Forestry and  
 Water Management  
 Nemanjina 22-26  
 11000 Belgrade  
 Fax: +381 11 3616272  
 Email: [a.todorovic@minpolj.sr.gov.yu](mailto:a.todorovic@minpolj.sr.gov.yu)

Alternate  
 Ms Jasmina MILJKOVIC  
 Chief of the Cabinet  
 Ministry of Agriculture, Forestry and  
 Water Management  
 Nemanjina 22-26  
 11000 Belgrade  
 Fax: +381 11 3616272  
 Email: [dautovic@minpolj.sr.gov.yu](mailto:dautovic@minpolj.sr.gov.yu)

**SLOVAKIA – SLOVAQUIE  
 ESLOVAQUIA**

Delegate  
 Mrs Eva KOLESÁROVÁ  
 Director  
 Department of Foreign Relations  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Food  
 Dobrovičova str. 12  
 812 66 Bratislava  
 Fax: +421 2 59266 294  
[eva.kolesarova@land.gov.sk](mailto:eva.kolesarova@land.gov.sk)

Alternates  
 Mrs Barbara HELLEBRANDTOVÁ  
 National Secretary for Cooperation of the  
 Slovak Republic with FAO  
 Department of Foreign Relations of the  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Food  
 Dobrovičova str. 12  
 812 66 Bratislava  
 Tel: +421 2 59266288  
 Fax: +421 2 59222288  
 Email: [b.hellebrandtova@land.gov.sk](mailto:b.hellebrandtova@land.gov.sk)

Milan KOVAC  
Permanent Representative of the Slovak  
Republic to FAO  
Embassy of the Slovak Republic  
Via dei Colli della Farnesina 144  
00194 Rome  
Italy  
Tel: +39 06 36715206  
Fax: +39 06 36715266  
Email: [Milan\\_kovac@rim.mfa.sk](mailto:Milan_kovac@rim.mfa.sk)

### **SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA**

Delegate  
Franc BUT  
State Secretary  
Ministry of Agriculture, Forestry and Food  
Dunajska 58  
SI-1000 Ljubljana  
Tel: +386 1 4789111  
Fax: +386 1 4789013  
Email: [franc.but@gov.si](mailto:franc.but@gov.si)

Alternates  
Leon MEGUŠAR  
Advisor  
Ministry of Agriculture, Forestry and Food  
Dunajska 58  
SI-1000 Ljubljana  
Tel: +386 1 4789111  
Fax: +386 1 4789155  
Email: [leon.megusar@gov.si](mailto:leon.megusar@gov.si)

Ms Bojana HOCEVAR  
Minister Plenipotentiary to FAO  
Permanent Representation of the  
Republic of Slovenia to FAO  
Via Francesco Pacelli 14/b  
00193 Rome  
Tel: +39 0639366972  
Fax: +39 0639376906  
Email: [Anton.hocevar@fastwebnet.it](mailto:Anton.hocevar@fastwebnet.it)

### **SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA**

Delegado  
Sra Carmen ZOMEÑO RODRIGUEZ  
Consejera Técnica de la Representación  
Permanente de España ante la FAO en Roma  
Largo dei Lombardi 21  
00186 Rome  
Italia  
Tel: +39 06 6878762  
Fax: +39 06 6873076

### **SWEDEN - SUÈDE - SUECIA**

Delegate  
Ms Ingrid PETERSSON  
State Secretary  
Ministry of Agriculture, Food and Consumer  
Affairs  
Fredsgatan 8  
SE 103-33 Stockholm  
Tel: +46 8 4051000  
Fax: +46 8 206496  
Email:  
[Ingrid.petersson@agriculture.ministry.se](mailto:Ingrid.petersson@agriculture.ministry.se)

Alternates  
Tommie SJÖBERG  
Deputy Director-General  
Ministry of Agriculture, Food and Consumer  
Affairs  
Fredsgatan 8  
SE 103-33 Stockholm  
Email:  
[Tommie.sjoberg@agriculture.ministry.se](mailto:Tommie.sjoberg@agriculture.ministry.se)

Christer WRETBORN  
Ambassador, Permanent Representative of  
Sweden to FAO  
Embassy of Sweden  
Piazza Rio de Janeiro 3  
00161 Rome  
Italy  
Tel: +39 06441941  
Fax: +39 0644194762  
Email:  
[christer.wretborn@foreign.ministry.se](mailto:christer.wretborn@foreign.ministry.se)

Ms Helena SIVARD ASKVIK  
 Senior Administrative Officer  
 Ministry of Agriculture, Food and Consumer  
 Affairs  
 Fredsgatan 8  
 SE 103-33 Stockholm  
 Tel: +46 8 4051410  
 Fax: +46 8 206496  
 Email: [Helena.sivard-askvik@agriculture.ministry.se](mailto:Helena.sivard-askvik@agriculture.ministry.se)

Andreas DAVELID  
 Administrative Officer  
 Swedish Board of Agriculture  
 551 82 Jönköping  
 Sweden  
 Fax: +46 36 166250  
 Email: [andreas.davelid@sjv.se](mailto:andreas.davelid@sjv.se)

Ms Margareta ARNESSON-CIOTTI  
 Programme Officer  
 Embassy of Sweden  
 Piazza Rio de Janeiro 3  
 00161 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 06441941  
 Fax: +39 0644194762  
 Email: [margareta.arnesson-ciotti@foreign.ministry.se](mailto:margareta.arnesson-ciotti@foreign.ministry.se)

#### **SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA**

Délégué  
 Anton KOHLER  
 Responsable du Secrétariat de la FAO  
 Office fédéral de l'agriculture  
 Mattenhofstrasse 5  
 CH-3003 Berne  
 Tel: +31 322 2511  
 Fax: +31 322 2634  
 Email: [eduard.hofer@blw.admin.ch](mailto:eduard.hofer@blw.admin.ch)

Suppléants  
 Hubert POFFET  
 Conseiller  
 Suppléant du représentant permanente de la  
 Suisse auprès de la FAO  
 Viale Aventino 89  
 00153 Rome  
 Italie  
 Tel: +39 065756293  
 Fax: +39 065756321  
 Email: [hubert.poffet@eda.admin.ch](mailto:hubert.poffet@eda.admin.ch)

Madame Wendy PETER-HODEL  
 Biosuisse  
 Wellberg  
 CH-6130 Willisau  
 Fax: +41 419703505  
 Email: [w.peter@abix.ch](mailto:w.peter@abix.ch)

#### **TAJIKISTAN – TADJIKISTAN – TAYIKISTÁN**

Delegate  
 Abdualimov BAHROM  
 Deputy Minister of Agriculture  
 Ministry of Agriculture  
 Rudaki 44  
 Dushanbe

Alternate  
 Safaraiev GULYAMKADIR  
 Head of the Poverty Reduction and Food  
 Security Monitoring Unit

#### **THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA - L'EX- RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE - LA EX REPÚBLICA YUGOSLAVA DE MACEDONIA**

Delegate

#### **TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA**

Delegate  
 Duray POLAT  
 Ambassador  
 Embassy of Turkey  
 Riga

Alternates  
 Muharrem DILBIRLIGI  
 Head of Foreign Relations Dept.  
 Ministry of Agriculture and Rural Affairs  
 Eskisehir Yolu, 9 Km. Lodumlu  
 Ankara

Barbaros ERDEM  
 First Secretary  
 Embassy of Turkey  
 Riga

Yüksel YÜCEKAL  
 Alternate Permanent Representative  
 Embassy of Turkey  
 Via Palestro 28  
 00185 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 06 44594200  
 Fax: +39 06 4941526  
 Email: [yyucekal@mfa.gov.tr](mailto:yyucekal@mfa.gov.tr)

#### **UKRAINE – UCRANIA**

Delegate  
 Mykhailo RUDENKO  
 Director of the Department of Foreign  
 Economic Relations  
 Ministry of Agricultural Policy  
 24 Krechshatik str.,  
 Kiev 01001  
 Tel: +380 44 2787942  
 Fax: +380 44 2784954  
 Email: [m\\_rudenko@minapk.gov.ua](mailto:m_rudenko@minapk.gov.ua)

Alternate  
 Dmytro MELNYCHUK  
 Rector and Professor  
 National Agricultural University  
 Heroyiv Oborony Str. 15  
 Kiev 03041  
 Tel: +380 442678244  
 Fax: +380 442577155  
 Email: [rectorat@nauu.kiev.ua](mailto:rectorat@nauu.kiev.ua)

#### **UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI - REINO UNIDO**

Delegate  
 Victor HEARD  
 Deputy Permanent Representative of the  
 United Kingdom to FAO  
 Permanent Representation of the United  
 Kingdom to FAO  
 Via Monserrato 48/1  
 00186 Rome  
 Italy  
 Tel: +39 06 68400901/2/3/4  
 Fax: +39 06 68400920  
 Email: [n-ciorba@dfid.gov.uk](mailto:n-ciorba@dfid.gov.uk)  
[f-pryce@dfid.gov.uk](mailto:f-pryce@dfid.gov.uk)

#### **UZBEKISTAN – OUZBÉKISTAN – UZBEKISTÁN**

Delegate  
 Sharifjan KUCHKAROV  
 Deputy Head of Department  
 Ministry of Agriculture and Water  
 Resources  
 Navoi Street 4  
 Tashkent 700000  
 Fax: +99871-1339471

Alternate  
 Khamdam UMAROV  
 Head of the State Water Control  
 Inspection “Suvnazorat”  
 Ministry of Agriculture and Water  
 Resources  
 Navoi Street 4  
 Tashkent 700011  
 Fax: +99871-1449443  
 Email: [suvnazorat@ars.uz](mailto:suvnazorat@ars.uz)

**OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT IN THE REGION  
OBSERVATEURS D'ÉTATS MEMBRES N'APPARTENANT PAS À LA RÉGION  
OBSERVADORES DE LOS ESTADOS MIEMBROS QUE NO PERTENECEN  
A LA REGION**

**UNITED STATES OF AMERICA –  
ÉTATS UNIS D'AMÉRIQUE –  
ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Delegate  
Richard HUGHES  
Senior Adviser – FAO Liaison  
U.S. Department of Agriculture  
1400 Independence Ave., S.W.  
Washington, D.C. 20250  
Fax: +1 202 6901841  
Email: [richard.hughes@fas.usda.gov](mailto:richard.hughes@fas.usda.gov)

**OBSERVERS FROM UNITED NATIONS MEMBER STATES  
OBSERVATEURS D'ÉTATS MEMBRES DES NATIONS UNIES  
OBSERVADORES DE LOS ESTADOS MIEMBROS  
DE LAS NACIONES UNIDAS**

**HOLY SEE - SAINT-SIÈGE - SANTA SEDE**

Delegate  
Mgr. Renato VOLANTE  
Permanent Observer of the Holy See to FAO  
Palazzo S. Calisto  
Piazza San Calisto 16  
Vatican City, Rome  
Italy  
Tel: +39 0669887234  
Fax: +39 0669887195  
Email: [osserfao@mhsfao.va](mailto:osserfao@mhsfao.va)

**SOVEREIGN ORDER OF MALTA - ORDRE SOUVERAIN DE MALTE -  
ORDEN SOBERANA DE MALTA**



**REPRESENTATIVES OF UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES  
REPRÉSENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES  
REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS  
Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS**

**UNITED NATIONS CONVENTION TO COMBAT DESERTIFICATION (UNCCD)  
CONVENTION DES NATIONS UNIES POUR COMBATTRE LA DÉSSERTIFICATION  
(UNCCD)**

Ms Elysabeth DAVID  
Europe Unit Coordinator  
United Nations Convention to Combat Desertification  
Martin Luther King Strasse 8  
53175 Bonn  
Germany  
Tel: +49 228 8152834  
Fax: +49 228 8152898  
Email: [edavid@unccd.int](mailto:edavid@unccd.int)

**UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP)  
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD)  
PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DASAARROLLO (PNUD)**

Ms Nato ALHAZISHVILI  
Deputy Director  
UNDP Bratislava Regional Centre  
Grosslingova 35  
81109 Bratislava  
Slovak Republic  
Fax: +421 2 59337450  
Email: [nato.alhazishvili@undp.org](mailto:nato.alhazishvili@undp.org)

**WORLD HEALTH ORGANIZATION (WHO)  
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)  
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE LA SALUD (OMS)**

Francesco BRANCA  
Regional Adviser for Nutrition  
Nutrition and Food Security  
WHO Regional Office for Europe  
Scherfigsvej 8  
2100 Copenhagen  
Denmark  
Fax: +45 3917 1818  
Email: [fbr@euro.who.int](mailto:fbr@euro.who.int)

**WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION (WMO)  
ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE (OMM)  
ORGANIZACIÓN METEOROLÓGICA MUNDIAL (OMM)**

Robert STEFANSKI  
Scientific Officer  
Agricultural Meteorology Division  
World Climate Programme  
World Meteorological Organization  
7 bis, Avenue de la Paix  
CH 1211 Genève 2  
Switzerland  
Tel: +41 22 7308305  
Fax: +41 22 7308042  
Email: [RStefanski@wmo.int](mailto:RStefanski@wmo.int)

**OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS (IGOs)  
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES (OIG)  
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES (OIGs)**

**COUNCIL OF EUROPE  
CONSEIL DE L'EUROPE  
CONSEJO DE EUROPA**

Walter SCHMIED  
Chairman  
Committee on the Environment, Agriculture  
and Local and Regional Affairs  
Parliamentary Assembly of the Council of Europe  
Avenue de l'Europe  
67075 Strasbourg Cedex  
Email: [walter.schmied@bluewin.ch](mailto:walter.schmied@bluewin.ch)

Daniel GOULET  
Chairman  
Sub-Committee on Agriculture and Food  
Parliamentary Assembly of the Council of Europe  
Avenue de l'Europe  
67075 Strasbourg Cedex  
Email: [d.goulet@senat.fr](mailto:d.goulet@senat.fr)

Alfred SIXTO  
Head of Secretariat  
Committee on the Environment, Agriculture  
and Local and Regional Affairs  
Parliamentary Assembly of the Council of Europe  
Avenue de l'Europe  
67075 Strasbourg Cedex  
Tel: +33 388412244  
Fax: +33 388412727  
Email: [Alfred.sixto@coe.int](mailto:Alfred.sixto@coe.int)

**COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION  
CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE  
CONSEJO DE LA UNION EUROPEA**

Jean-Pierre SABSOUB  
Administrator  
Council of the European Union  
Rue de la Loi 175  
1048 Brussels  
Belgium  
Fax: +32 2 2817227  
Email: [jean-pierre.sabsoub@consilium.europa.eu](mailto:jean-pierre.sabsoub@consilium.europa.eu)

Dorothee JUFFERN  
Secretary  
Council of the European Union  
Rue de la Loi 175  
1048 Brussels  
Belgium  
Fax: +32 2 2817227  
Email: [dorothee.juffern@consilium.europa.eu](mailto:dorothee.juffern@consilium.europa.eu)

**CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ÉTUDES  
AGRONOMIQUES MÉDITERRANÉENES (CIHEAM)**

Placido Plaza  
Administrateur Principal  
CIHEAM  
11 rue Newton  
75116 Paris  
France  
Tel: +33 01 53239100  
Fax: +33 01 53239102  
Email: [plaza@ciheam.org](mailto:plaza@ciheam.org)

**EURAGRI**

P.A. Th.J. WERRIJ  
Secretary General  
EURAGRI Office  
P.O. Box 88  
NL-6700 AB Wageningen  
The Netherlands  
Fax: +31 317495395  
Email: [fons.werrij@wur.nl](mailto:fons.werrij@wur.nl)

**INTERNATIONAL FEDERATION OF ORGANIC AGRICULTURE MOVEMENTS  
(IFOAM)**

Guntra AISTARA  
Raina bulv. 21-8a  
Riga, LV-1050  
Latvia  
Tel: +371 7215124  
Email: [guntra@umich.edu](mailto:guntra@umich.edu)

**WORLD ORGANISATION FOR ANIMAL HEALTH  
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE  
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE SANIDAD ANIMAL (OIE)**

Jean-Luc ANGOT  
Deputy Director General  
12 rue de Prony  
75017 Paris  
France  
Fax: +33 142670987  
Email: [j-l.angot@oie.int](mailto:j-l.angot@oie.int)

**OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS  
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES  
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES****ACORD  
(AGENCY FOR COOPERATION  
AND RESEARCH IN DEVELOPMENT)**

Ken BLUESTONE  
Northern Programme Director  
Development House  
56-64 Leonard Street  
London, EC2A 4JX  
UK  
Fax: +4420 70650851  
Email: [kenb@acord.org.uk](mailto:kenb@acord.org.uk)

**ActionAid INTERNATIONAL**

Ms Magdalena Anna KROPIWNICKA  
Food and Hunger Policy Adviser  
Via A.Volta 39B  
00153 Rome  
Italy  
Tel: +39 06 57250150  
Fax: +39 065780485  
Email: [m.kropiwnicka@actionaidinternational.it](mailto:m.kropiwnicka@actionaidinternational.it)

**ASSOCIATED COUNTRY WOMEN OF THE WORLD (ACWW)**

Mrs Gunhild HAUGUM  
ACWW Agriculture Committee Vice-Chairman  
Smidesang  
2634 Fåvang  
Norway  
Email: [gunhild.haugum@sor-fron.kommune.no](mailto:gunhild.haugum@sor-fron.kommune.no)

**ASSEMBLÉE PERMANENTE DES CHAMBRES D'AGRICULTURE (APCA)**

Gilbert BROS  
Vice Président  
Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture  
9 avenue Georges V  
75008 Paris  
France  
Fax: +33 153571194  
Email: [nelly.boullin@apca.chambagri.fr](mailto:nelly.boullin@apca.chambagri.fr)

Sylvain STUREL  
Chargé de la coopération internationale  
Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture  
9 avenue Georges V  
75008 Paris  
France  
Fax: +33 153571194  
Email: [nelly.boullin@apca.chambagri.fr](mailto:nelly.boullin@apca.chambagri.fr)

**ASSOCIATION OF LATVIAN ORGANIC AGRICULTURE**

Dace KALNINA  
Board Member  
Darza Street  
Priekuli  
Cesis district  
LV 4126, Latvia

**ASSOCIAZIONE ONG ITALIANE**

Sergio MARELLI  
President  
Associazione ONG Italiane  
Via Giovanni Devoti 16  
00167 Rome  
Italy  
Tel: +39 06 660 19202  
Fax: +39 06 660 32774

**CENTER FOR ENVIRONMENTAL STUDIES FOUNDATION**

Ferenc LACZÓ  
Angyal utca 15/B  
H-1094  
Budapest  
Hungary  
Tel: +36 1 4558055  
Fax: +36 1 2160911  
Email: [laczo@ktk-ces.hu](mailto:laczo@ktk-ces.hu)

**CERAI  
(CENTRO DE ESTUDIOS RURALES Y  
DE AGRICULTURA INTERNACIONAL)**

Vicent GARCÉS  
Presidente  
Calle del Justicia 1  
Entl.pta. 8  
46004 Valencia  
Spain  
Tel: +34 96 3521878  
Fax: +34 96 3522501  
Email: [vicentm@ono.com](mailto:vicentm@ono.com)

Ms Sonia LLERA  
Departamento Audiovisual  
Calle del Justicia 1  
Entl.pta. 8  
46004 Valencia  
Spain  
Tel: +34 96 3521878  
Fax: +34 96 3522501  
Email: [vicentm@ono.com](mailto:vicentm@ono.com)

**CSA  
(COLLECTIF STRATÉGIES ALIMENTAIRES)**

Daniel VAN DER STEEN  
Coordinateur  
Collectif Stratégies Alimentaires  
184 D, boulevard Léopold II  
B-1080 Bruxelles  
Belgium  
Tel: +32 2 4120663  
Fax: +32 2 4120666  
Email: [daniel.vandersteen@csa-be.org](mailto:daniel.vandersteen@csa-be.org)

Alex DANAU  
184d Boulevard Léopold II  
1080 Bruxelles  
Belgium  
Tel: +32 24120660  
Fax: +32 24120666  
Email: [alex.danau@csa-be.org](mailto:alex.danau@csa-be.org)

#### **ENVIRONMENT ADVISORY COUNCIL**

Alda OZOLA-MATULE

#### **EUROPEAN ASSOCIATION FOR ANIMAL PRODUCTION (EAAP) FÉDÉRATION EUROPÉENNE DE ZOOTECHNIE (FEZ) FEDERACIÓN EUROPEA DE ZOOTECNIA (FEZ)**

Mrs Gita JANSONE  
Deputy Head  
Animal Breeding Division  
Ministry of Agriculture  
Republikas laukums 2  
Riga  
Latvia  
Fax: +371 7027514  
Email: [gita.jansone@zm.gov.lv](mailto:gita.jansone@zm.gov.lv)

#### **FARMERS' PARLIAMENT**

Rita SĪLE  
Office Director  
Republica Square 2-504  
Riga LV-1010  
Latvia  
Tel: +371 702 7044  
Fax: +371 702 7044  
Email: [rita.sile@zemniekusaeima.lv](mailto:rita.sile@zemniekusaeima.lv)

#### **INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN (ICW) CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES (CIF)**

Mrs Lydie ROSSINI VAN HISSENHOVEN  
Permanent Representative to FAO  
Executive Board Member  
International Council of Women  
Via Thailandia 26  
00144 Rome  
Italy  
Tel: +39 06 5923993  
Fax: +39 06 5923993  
Email: [lidia.rossini@virgilio.it](mailto:lidia.rossini@virgilio.it)

**IPC (CROCEVIA)**

Antonio ONORATI  
International Focal Point  
Via Tuscolana 1111  
Rome, Italy

**LATVIAN AGRICULTURE COOPERATIVES ASSOCIATION**

Ms Evija GUNIKA  
Republikas Square 2-504  
Riga

**PARTNERS FOR DEVELOPMENT**

William GRAHAM  
Country Program Director  
Bosnia and Herzegovina/  
Partners for Development  
Dervisa Numica 4  
71000 Sarajevo  
Bosnia and Herzegovina  
Fax: +387 33 645808  
[wgraham@pfd-bh.rg](mailto:wgraham@pfd-bh.rg)

**PROTECTION OF CONSUMERS' RIGHTS**

Ms Tatevik DAVTYAN  
28 Hanrapetutyun 76/1  
Yerevan 0001  
Armenia  
Tel: +37410 543818  
Fax: +37410 543843  
Email: [tatevik.davtyan@consumer.am](mailto:tatevik.davtyan@consumer.am)

**ROTARY INTERNATIONAL**

Johan Chr. H. DAAE-QVALE  
PDG, RI Representative  
Solnør Gaard  
N-6260 Skodje  
Norway  
Fax: +47 70244739  
Email: [jd-qvale@online.no](mailto:jd-qvale@online.no)



**VOLONTARI NEL MONDO – FOCSIV**

Ms Alberta GUERRA  
Campaign Officer  
Via San Francesco di Sales 18  
00165 Rome  
Italy  
Tel: +39 06 6877796  
Fax: +39 06 6877867  
Email: [internazionale@focsiv.it](mailto:internazionale@focsiv.it)

**VREDESEILANDEN**

Gert ENGELEN  
Policy Officer  
Blijde Inkomststraat 50  
3000 Leuven  
Belgium  
Tel: +32 16 316594  
Fax: +32 16 316581  
Email: [gert.engelen@vredeseilanden.be](mailto:gert.engelen@vredeseilanden.be)

**WWF**

Janis BRIZGA  
WWF Latvia  
Elisabetes 8-4  
Riga, LV-1050

**FAO STAFF**  
**FONCTIONNAIRES DE LA FAO**  
**FUNCIONARIOS DE LA FAO**

Jacques Diouf	Director-General
Ms Jutta Krause	Regional Representative for Europe
Ms Maria Kadlecikova	Sub-regional Representative for Central and Eastern Europe
Joseph Domenech	Chief Veterinary Officer/Chief, Animal Health Service
David Sedik	Policy Assistance Branch, REUP
Volker Sasse	Forestry Officer, Sub-regional Office for Central and Eastern Europe

**CONFERENCE SECRETARIAT**  
**SECRETARIAT DE LA CONFÉRENCE**  
**SECRETARÍA DE LA CONFERENCIA**

Ms Daniela Moro	Secretary, Regional Conference and ECA/Conference Affairs Officer
Raimund Jehle	Reports Officer
Gilles Hirzel	Information Officer
Michal Demes	Information Systems Officer

---

## ANNEXE B

---

### ORDRE DU JOUR

#### I. INTRODUCTION

1. Cérémonie d'ouverture
2. Élection du Président, des Vice-Présidents et nomination du Rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

#### II. ALLOCUTIONS

4. Allocution du Directeur général

#### III. QUESTIONS À L'EXAMEN

5. Contribution du développement rural à la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans la région
6. Opinion de la région Europe sur le rôle de la FAO en tant que fournisseur de biens collectifs au niveau mondial
7. Renforcement de la coopération régionale pour la lutte contre la grippe aviaire hautement pathogène en Europe, y compris dans les pays de la CEI
8. Questions découlant de la trente-troisième session de la Conférence de la FAO
9. Rapport sur les activités de la FAO dans la région 2004-05

#### IV. AUTRES QUESTIONS

10. Date, lieu et thèmes principaux de la vingt-sixième Conférence régionale pour l'Europe
11. Questions diverses
12. Adoption du rapport
13. Clôture de la Conférence

---

## ANNEXE C

---

### LISTE DES DOCUMENTS

ERC/06/1	Ordre du jour provisoire
ERC/06/2	Rapport sur les activités de la FAO dans la région en 2004-05
ERC/06/3	Contribution du développement rural à la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans la région
ERC/06/4	Opinion de la région Europe sur le rôle de la FAO en tant que fournisseur de biens collectifs au niveau mondial
ERC/06/5	Renforcement de la coopération régionale pour la lutte contre la grippe aviaire hautement pathogène en Europe, y compris dans les pays de la CEI
ERC/06/6	Questions découlant de la trente-troisième session de la Conférence de la FAO
RC/2006/1	Réforme de la FAO: Partie I - Propositions révisées du Directeur général Partie II - Vision pour le XXI <sup>e</sup> siècle

#### **SÉRIE INF**

ERC/06/INF/1	Note d'information
ERC/06/INF/2	Calendrier provisoire
ERC/06/INF/3	Liste des documents
ERC/06/INF/4	Allocution du Directeur général
ERC/06/INF/5	Liste provisoire des délégués
ERC/06/INF/6	Déclaration de compétences et droits de vote de la Communauté européenne et de ses États Membres

#### **SÉRIE LIM**

ERC/06/LIM/1	Principales conclusions et liste des recommandations résultant du débat de la trente-quatrième session de la Commission européenne d'agriculture sur le thème: Le rôle de l'agriculture et du développement rural dans la revalorisation des zones abandonnées/dépeuplées
ERC/06/LIM/2	Principales conclusions et liste des recommandations résultant du débat de la trente-quatrième session de la Commission européenne d'agriculture sur le thème: Faits nouveaux concernant les marchés agroalimentaires européens: incidence sur les producteurs et les consommateurs et perspectives d'avenir

---

## ANNEXE D

---

### ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

*Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs les délégués,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,*

#### **Introduction**

C'est pour moi un honneur et un grand plaisir d'être parmi vous en cette vingt-cinquième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, qui se tient cette année dans la capitale en plein essor de la Lettonie.

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à la Lettonie pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité réservés aux différentes délégations. Je voudrais en particulier remercier le Gouvernement letton de sa générosité pour avoir facilité la participation des États Membres de la région à faible revenu et à déficit vivrier en prenant à sa charge leurs frais de voyage et de séjour.

Je voudrais également saisir cette occasion pour souhaiter cordialement la bienvenue à la Fédération de Russie. Le retour à la FAO de ce grand pays agricole est un événement important qui renforce le caractère universel de l'Organisation.

#### **État de l'insécurité alimentaire dans le monde et dans la région Europe**

La faim et la pauvreté sont les deux principaux fléaux de l'humanité. Le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) tenu en 1996 et le Sommet du Millénaire ont donc adopté l'objectif de réduire de moitié la faim et la sous-alimentation d'ici 2015 au plus tard.

Le nombre de personnes sous-alimentées, dans les pays en voie de développement, a diminué de 26 millions pendant la première moitié des années 90, mais il a de nouveau augmenté de 23 millions au cours de la deuxième moitié de cette décennie.

Par ailleurs, la production vivrière par habitant à l'échelle mondiale ne cesse d'augmenter depuis 30 ans. Pourtant, 854 millions de personnes souffrent encore de sous-alimentation dans le monde, dont 820 millions dans les pays en développement, 25 millions dans les pays en transition et 9 millions dans les pays industrialisés.

En Europe, la faim et la malnutrition sont concentrées dans les Balkans et dans la Communauté des États indépendants (CEI), où la majorité de la population pauvre vit de l'agriculture. Il est donc important pour ces pays d'assurer la croissance économique des zones rurales, afin de relever le revenu par habitant.

L'insécurité alimentaire est exacerbée par:

- les catastrophes causées par l'homme (guerres, conflits, instabilité politique et économique, avec leur cortège de réfugiés et de personnes déplacées);
- les catastrophes naturelles (sécheresse prolongée, inondations et tempêtes de grêle);  
et
- l'absence ou l'insuffisance de filets de sécurité sociale.

## **Développement de l'agriculture en Europe 2004-05: les résultats**

### **Production agricole**

Dans les pays de la région, la production agricole par habitant est restée à peu près stable au cours des dix dernières années, augmentant seulement de 5 pour cent en Europe occidentale et de 7 pour cent dans les pays de la CEI. Durant la même période, la production des cultures a augmenté de 17 et de 24 pour cent en Europe occidentale et dans les pays de la CEI, respectivement, tandis que la production de l'élevage dans les pays de la CEI diminuait de 18 pour cent alors qu'elle augmentait de 3 pour cent seulement dans les pays de l'Europe occidentale.

### **Pêche et aquaculture**

La production halieutique reste stable, de même que la consommation de poisson qui en 2001 atteignait en moyenne 19,8 kg par habitant. La production aquacole totale a été en 2004 de 2,2 millions de tonnes. Grâce au passage à une économie de marché, la production aquacole de l'Europe centrale et orientale, en étangs d'eau douce essentiellement, a augmenté. En Europe occidentale, l'aquaculture marine a progressé ces dix dernières années, passant de 20 000 tonnes environ au début des années 90 à quelque 1,7 million de tonnes en 2003.

### **Production forestière**

Les forêts remplissent d'importantes fonctions écologiques, économiques, sociales et culturelles. La superficie boisée en 2005 pour l'ensemble de l'Europe (à l'exclusion de la Fédération de Russie) était de 193 millions d'hectares, soit une hausse de 7 pour cent par rapport à 1980. L'Europe est la seule grande région où la superficie boisée a progressé, en chiffres nets, pendant la période 1990–2005. Cependant, la santé des forêts est menacée par les incendies, les insectes et les maladies.

### **Commerce des produits agricoles**

En 2004, les exportations de produits agricoles de l'Europe ont atteint 306 milliards de dollars EU, soit une augmentation de 17 pour cent par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, les importations ont atteint 330 milliards de dollars EU, soit une augmentation de presque 16 pour cent par rapport à 2003. La balance commerciale agricole pour 2004 a donc enregistré un déficit de 23 milliards de dollars EU.

Pendant les dix dernières années, les pays d'Europe orientale et de la CEI ont enregistré un déficit de leur commerce des produits agricoles qui s'est élevé à 12,9 milliards de dollars EU en 2004.

### **Les contraintes**

#### **Eau**

L'eau représente une contrainte à la production agricole dans les pays arides d'Asie centrale, dans le Caucase et en République de Moldavie, en particulier là où le coton est la culture dominante.

#### **Infrastructure: routes, entrepôts, marchés**

Dans les pays les plus pauvres de la région, les communications et le réseau routier demeurent une contrainte importante à la production agricole. Les populations rurales souffrent aussi du manque d'accès à l'eau potable, à l'électricité et au gaz, ainsi qu'à des services sanitaires et éducatifs appropriés. Aussi est-il tout aussi indispensable d'investir dans les infrastructures rurales pour encourager également les investissements.

## **Maladies animales transfrontières**

Les maladies animales transfrontières (fièvre aphteuse, fièvre catarrhale du mouton, brucellose) posent un sérieux problème dans la région. La grippe aviaire est de plus en plus préoccupante, le virus H5N1 ayant été détecté dans vingt-cinq pays de la région (y compris dans les pays d'Asie centrale). La FAO a toujours plaidé en faveur d'une approche fondée sur la prévention, notamment la formation de responsables nationaux à la détection précoce et à la maîtrise des maladies transfrontières, ainsi que la mobilisation d'experts internationaux et de ressources financières. À cet égard, j'apprécie tout particulièrement l'étroite coopération entre la FAO et ses principaux partenaires dans la région, à savoir l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et la Commission européenne, dans la lutte contre ces maladies animales.

## **Financement**

Il est encourageant de noter que les prêts et les crédits accordés par la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à l'appui du secteur agricole sont passés de 5 milliards de dollars EU pour l'exercice financier 2002 à 7 milliards de dollars EU pour les années 2003 et 2004, ce qui représente 20 pour cent pour l'agriculture et 30 pour cent pour l'infrastructure rurale.

## **Ordre du jour de la Conférence régionale**

Nous sommes réunis aujourd'hui pour une Conférence dont la structure a été révisée et la durée sensiblement réduite en coordination avec la Commission Européenne de l'agriculture.

La Conférence régionale examinera en particulier deux thèmes importants:

- la contribution du développement rural à la réalisation des Objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement, et
- le renforcement de la coopération régionale pour la lutte contre la grippe aviaire hautement pathogène.

Enfin, j'attends avec beaucoup d'intérêt les recommandations qui seront formulées par la Table ronde ministérielle sur le « rôle de la FAO en tant que fournisseur de biens collectifs au niveau mondial ».

## **Décisions de la trente-troisième Conférence de la FAO**

La trente-troisième session de la Conférence de la FAO, qui s'est tenue à Rome en novembre 2005, a adopté pour l'exercice 2006-07 un budget de 765,7 millions de dollars EU, qui correspond à une croissance nominale zéro, plus les dépenses liées à la sécurité et 6 millions de dollars EU affectés à des programmes prioritaires. La Conférence a également examiné mes propositions de réforme de l'Organisation. Entre autres aspects, elle a approuvé certains changements dans la structure organisationnelle du Siège à partir du 1er janvier 2006, ainsi que la mise en œuvre des propositions relatives à la décentralisation limitée à une seule région et l'ouverture d'un bureau sous-régional dans une autre région. J'ai décidé de commencer par la région Afrique et la sous-région Asie centrale.

En outre, la FAO devra également mobiliser environ 15 millions de dollars EU supplémentaires sous forme de contributions volontaires pour couvrir les coûts de transition liés à la réforme.

Le Programme de travail et budget 2006-07 a donc été revu pour tenir compte de ces changements initiaux dans l'organigramme du Siège et des bureaux décentralisés et pour mettre l'accent sur la diffusion des connaissances et le renforcement de capacités dans les pays en développement ou en transition.

## Principaux défis et perspectives dans la région

*Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,*

Le secteur agricole domine l'économie de la majorité des pays d'Europe centrale et orientale et de la Communauté des États indépendants (CEI). Il joue un rôle fondamental dans la sécurité alimentaire en assurant les moyens d'existence de la majorité de la population, en générant des revenus et des recettes en devises et en créant des emplois rémunérateurs. Il n'en reste pas moins vulnérable. Or, il existe de grandes possibilités d'accroître la production agricole des pays de la région. Les rendements obtenus tant en matière de cultures que d'élevage sont sensiblement inférieurs aux résultats des essais effectués dans le cadre de la recherche. Pour atteindre leurs objectifs de développement, les pays de la région doivent accroître leurs approvisionnements alimentaires et leurs exportations et développer leurs capacités humaines et institutionnelles ainsi que les transferts de technologies, les systèmes de livraison et les infrastructures.

La solution durable pour améliorer les performances agricoles des pays de la région réside essentiellement dans la transformation de l'agriculture grâce à des Systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) capables de générer et de transférer des technologies améliorant la productivité et orientées sur le marché. Le renforcement des capacités de recherche des SNRA exige la collaboration active des décideurs, des enseignants, des vulgarisateurs et des clients.

Les pays de la région, notamment de la CEI, continuent d'enregistrer la plus forte incidence de maladies cardio-vasculaires à l'échelle mondiale. Cela est dû essentiellement à une mauvaise nutrition. Il faut donc aborder cette question du point de vue du producteur, tout en éduquant les consommateurs en collaboration avec l'OMS. À cet égard, j'apprécie vivement la collaboration du Bureau régional de l'OMS avec le Bureau régional de la FAO sur cette question, dans la perspective de la Conférence ministérielle sur la lutte contre l'obésité qui se tiendra en Turquie en novembre de cette année.

Dans le cadre de l'OMC, beaucoup de pays de la région doivent faire face à la libéralisation du commerce agricole et son incidence sur la sécurité alimentaire et l'atténuation de la pauvreté. Il s'agit notamment de compléter les réformes commerciales par des politiques et des investissements effectifs qui permettent aux pauvres de tirer profit des possibilités liées au commerce, tout en mettant en place des filets de sécurité pour protéger la section vulnérable de la société.

Les pays développés aideraient ces pays à tirer des avantages tangibles du commerce international en facilitant l'accès à leurs marchés. L'Union européenne peut jouer un rôle fondamental dans l'amélioration du niveau de vie dans les pays des Balkans et de la CEI, notamment de leurs populations rurales, en facilitant l'intégration commerciale. Ceci est particulièrement important pour l'agriculture.

La FAO continuera à travailler en étroite collaboration avec ses partenaires au développement et avec les gouvernements des sous-régions des Balkans et de la CEI pour renforcer le secteur agricole et réduire la pauvreté dans leurs zones rurales.

Je vous souhaite une réunion fructueuse et vous remercie de votre aimable attention.



---

## ANNEXE E

---

### ALLOCUTION DU PRÉSIDENT INDÉPENDANT DU CONSEIL DE LA FAO

*Monsieur le Président,  
Monsieur le Directeur général de la FAO,  
Messieurs les ministres,  
Messieurs les délégués,  
Mesdames, Messieurs,*

C'est un plaisir et un grand honneur pour moi de vous exprimer, en mon nom et au nom de tous les pays membres de la FAO, nos remerciements les plus sincères et notre gratitude, Monsieur le Président, ainsi que, par votre intermédiaire, au gouvernement et au peuple lettons pour la chaleureuse hospitalité offerte à tous les participants de la vingt-cinquième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe.

*Monsieur le Président,*

Nous vivons dans un monde qui jouit d'une prospérité et d'une richesse matérielle que nul n'aurait pu prévoir il y a même 50 ans. Le PIB mondial dépasse 40 000 milliards de dollars EU, certains pays ont un revenu annuel par habitant de plus de 40 000 dollars EU, pourtant, malheureusement, il y a au même moment dans le monde trois millions de personnes qui vivent avec moins de 2 dollars EU par jour. Chaque jour, 25 000 enfants meurent de faim et de malnutrition; en d'autres termes, au cours des deux journées que durera notre conférence à Riga, 50 000 enfants décéderont; un milliard de personnes vivant dans les pays en développement se partagent 80 pour cent du produit intérieur brut mondial; les cinq milliards de personnes qui vivent dans les pays en développement se partagent les 20 pour cent restants. Si rien n'est fait pour résoudre cette inégalité, la justice sociale et l'amélioration des conditions de vie pour tous resteront des objectifs illusoire. Les inégalités de revenu et d'accès aux ressources productives, aux services sociaux de base, aux débouchés, au marché et à l'information peuvent entraîner et exacerber la pauvreté, la faim et la malnutrition.

*Monsieur le Président,*

D'après le rapport sur la situation sociale dans le monde en 2005, à l'exception de quelques pays qui ont mis en oeuvre des politiques de libéralisation et de dérégulation, dans la plupart des autres pays, les inégalités de revenus se sont aggravées et l'écart entre les revenus des pays riches et ceux des pays pauvres s'est élargi. Mais heureusement, la proportion de la population mondiale vivant dans la pauvreté extrême a baissé, passant de 40 à 20 pour cent entre 1981 et 2001. Néanmoins, dans de nombreux pays les niveaux de pauvreté et de sous-alimentation restent élevés.

Certes, la croissance économique est une condition indispensable de l'accroissement des revenus, mais une stratégie de développement axée exclusivement sur la croissance économique et la création de revenus est inefficace, car elle ne fait qu'aggraver les inégalités.

*Monsieur le Président,*

J'ai eu le privilège de traduire d'anglais en persan un livre célèbre – « Development as Freedom » – écrit par l'un de nos plus prestigieux économistes contemporains, Amartia Sen, lauréat du prix Nobel. La première édition a été rapidement épuisée. Le principal message du livre est le suivant: sans la liberté et l'égalité, il n'y a pas de développement possible. Pour sortir de cette impasse, il faut surmonter les contraintes que connaissent la majorité des pays en développement, à savoir la faim, l'analphabétisme, le chômage, les problèmes sanitaires et l'absence de démocratie. La seule solution à tous ces problèmes passe par l'investissement en faveur des pauvres, notamment les ruraux pauvres et plus particulièrement les femmes rurales. La mise en oeuvre de politiques appropriées dans ces domaines contribue au développement du capital humain et permet aux pauvres de concrétiser la totalité de leur potentiel productif. C'est ainsi que l'Europe pourra venir en aide aux populations pauvres et affamées dans les continents plus défavorisés.

*Monsieur le Président,*

La fameuse main invisible des économistes classiques ne s'est pas montrée capable de gérer notre monde troublé qui prend peu à peu les proportions d'un village planétaire où règnent des inégalités et des injustices sans précédent.

Pour diriger le monde de manière rationnelle, efficace et paisible, il est urgent que des bonnes volontés tout à fait visibles aillent se manifester dans toutes les parties du monde. En d'autres termes, si la liberté, l'émulation et l'innovation sont source d'efficacité et de croissance, le respect et la compassion pour les personnes pauvres et vulnérables sont les fondements de la paix, du développement et de la justice. Mahatma Gandhi a dit que pour un homme affamé, Dieu ressemble à une miche de pain. Mon interprétation de cette courte et profonde phrase est que l'homme affamé ne connaît pas la foi, et que sans la foi il n'y a pas d'amour et qu'un monde sans amour est à la fois très ennuyeux et très cruel et dangereux. Nous devons réintroduire l'amour dans le monde. Nous devons transformer la culture de l'indifférence en culture de la compassion. La FAO, dont le symbole est « Fiat Panis », c'est-à-dire De la nourriture pour tous, est un bon exemple de cette culture. Avec ses objectifs sacrés et ses sources inestimables de connaissances et de compétences, la FAO est, ou mieux encore, peut être une bonne volonté visible en ce qui concerne les questions de sécurité alimentaire, de pauvreté et de sous-alimentation. Si la FAO n'existait pas, il serait grand temps de l'inventer.

*Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les participants,*

À l'aube du troisième millénaire, la FAO se trouve à un tournant très important et délicat. Cette organisation qui, au cours des 60 dernières années, a servi les pauvres, qui a été au premier rang de la lutte contre l'insécurité alimentaire et qui a joué un rôle décisif dans le développement agricole mondial, a besoin d'être réformée. Comme dans l'ensemble du système des Nations Unies, ce besoin a été formulé aussi bien par son Directeur général, un homme visionnaire, que par tous ses États Membres. La première étape de la réforme du Directeur général a été lancée et la deuxième intitulée « Une vision pour le XXI<sup>e</sup> siècle » vous sera présentée sous peu. Je suis convaincu que vous apporterez votre soutien, en formulant de précieuses observations, à ce très important document. En parallèle, une Évaluation externe indépendante (EEI) a été proposée par les États Membres. En 2005, le Conseil et la Conférence ont souligné qu'il importait que cette évaluation démarre rapidement afin que le rapport soit prêt pour pouvoir être examiné par les organes directeurs en novembre 2007. La Conférence a insisté sur le rapport de soutien mutuel entre l'évaluation et les propositions de réforme du Directeur général. Elle « s'est félicitée à cet égard de la création par la FAO d'un fonds fiduciaire multilatéral pour l'Évaluation externe indépendante et a exhorté tous les membres à y contribuer d'urgence pour que cette Évaluation soit véritablement le fruit des efforts de l'ensemble des membres ».

Mesdames et Messieurs, le Président du Comité du Conseil pour l'Évaluation externe indépendante m'a demandé de soumettre à votre attention cette recommandation de la Conférence et de solliciter des contributions financières supplémentaires et, pour ceux qui n'ont rien donné encore, de verser une contribution, même minime, qui témoignerait symboliquement de votre soutien à cette initiative que nous reprenons tous à notre compte. Bref, les États Membres de la FAO ont décidé de réformer leur organisation afin qu'elle puisse assumer ses responsabilités de manière plus rentable et efficace. En d'autres termes, nous sommes déjà dans une période de transition entre la FAO du XXe siècle et une organisation du XXIe siècle. Notre réussite dépendra largement de la manière dont nous saurons concevoir et gérer ce processus. Les décisions que nous prendrons aujourd'hui auront une forte incidence sur les résultats et l'efficacité de la FAO à l'avenir. La région Europe et plus particulièrement l'Union européenne peuvent jouer un rôle très important en comblant les écarts et en surmontant les divergences de vues qui ne manqueront pas d'apparaître, ce qui est tout à fait naturel et prévisible pour un processus aussi délicat, c'est pourquoi, de tout coeur, j'en appelle à vous pour que vous vous montriez à la hauteur de cette responsabilité historique en abordant cette question sous un jour mondial et non pas régional. L'adoption des Directives volontaires sur le droit à l'alimentation est un exemple récent de coopération sincère et fructueuse et j'espère que nous serons en mesure d'ajouter une pierre à cet édifice.

Mesdames et Messieurs, j'aimerais conclure sur une touche historique. À l'aube du deuxième millénaire, il y a donc plus de 1 000 ans, la maison d'un Persan SUFI (Abolhassan Kharaghani) était ouverte au public comme maison d'hôte et il était écrit à l'entrée: « À tous ceux qui entreront, donnez de la nourriture, ne les interrogez pas sur leur foi, car celui qui a reçu la vie du Tout-puissant est à coup sûr autorisé à recevoir de la nourriture de Abolhassan ». Armés d'une telle conviction, nous pourrions éradiquer la faim et la misère dans le monde.

Merci.

---

## ANNEXE F

---

### **PRINCIPALES CONCLUSIONS ET LISTE DES RECOMMANDATIONS DÉCOULANT DES DÉBATS DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION DE L'ECA SUR LE RÔLE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LA RELANCE DES ZONES ABANDONNÉES/DÉPEUPLÉES**

#### **(Extrait du rapport de la trente-quatrième session de la Commission européenne d'agriculture)**

1. La Commission a accueilli avec satisfaction ce document, elle a remercié le Secrétariat pour l'analyse concrète et pragmatique qu'il contient et elle a noté que l'agriculture a un rôle à jouer au-delà de la production.
2. La Commission a noté que le document utilise l'expérience de l'UE, entre autres, comme référence pour définir différentes options de politique générale.
3. La Commission a souligné que les politiques de l'UE sont parfois présentées dans le document de manière déformée et que la réforme des politiques de développement rural de l'UE n'est pas uniquement destinée à assurer leur compatibilité avec les réglementations de l'OMC, mais que les politiques de développement rural ont une portée beaucoup plus vaste et doivent en particulier apporter une contribution à la croissance économique et à l'emploi, répondre à la demande des consommateurs de produits alimentaires de qualité et assurer des moyens d'existence agréables.
4. Les pays membres ont suggéré que les politiques de développement agricole et rural soient envisagées comme le résultat d'un processus plus complexe et diversifié associant différents secteurs de l'économie, différentes structures démographiques, différents systèmes et préférences en matière de moyens d'existence, différents stades de développement, dans un contexte mondial en évolution, chacun ayant une incidence différente sur les processus d'abandon des terres et de dépeuplement des zones rurales.
5. La Commission a noté que dans les pays développés l'abandon des terres ne coïncide plus avec le dépeuplement, tandis que les deux processus restent liés dans les pays en développement et les pays sous-développés.
6. La Commission a noté que dans l'UE la viabilité des zones rurales est associée au repeuplement de ces zones, sous l'impulsion du secteur des services et des activités manufacturières et pas uniquement de l'agriculture. L'abandon des terres, le dépeuplement et le vieillissement des populations ne représentent qu'un aspect, le plus traditionnel, de l'évolution des zones rurales.
7. Les États Membres ont souligné qu'un des principaux objectifs de la politique de développement rural de l'UE est d'améliorer la compétitivité des entreprises agricoles et forestières en soutenant les restructurations et les innovations.

8. La Commission a demandé que les problèmes particuliers aux pays en développement soient examinés de manière plus spécifique, notamment des facteurs comme l'importante population paysanne pratiquant une agriculture de subsistance et les migrations temporaires.
9. La Commission a proposé que les politiques de relance soient établies de façon différente selon les conditions socioéconomique des zones rurales.
10. La Commission a également proposé d'établir un diagnostic différencié selon le degré de développement et les différences de comportement en matière d'abandon des terres et de dépeuplement, en fonction du type d'économie rurale et d'environnement plutôt que de se baser uniquement sur l'agriculture.
11. La Commission a proposé d'examiner les politiques différenciées concernant l'environnement, le cadre naturel et la biodiversité sur la base des structures intensives ou extensives de gestion des terres et des niveaux de modernisation ainsi que de l'organisation de politiques de développement agricole et rural cohérentes et complémentaires, comme un tout, plutôt que d'opter pour un ensemble de vastes orientations pour toutes les zones rurales.
12. La Commission a pris note de l'observation de l'Irlande selon laquelle les statistiques de la FAO au paragraphe 8 du document ne reflétaient pas les statistiques nationales irlandaises et la note de bas de page 8 du même document ne reflétait pas la position officielle de l'Irlande.
13. La Commission a approuvé les recommandations et demandé qu'elles soient transmises à la vingt-cinquième Conférence régionale pour l'Europe pour adoption.

### Liste des recommandations

La Commission a approuvé les recommandations suivantes figurant au document ECA/34/06/2 (page 15):

- a) Pour pouvoir déterminer les *politiques de revitalisation* appropriées, il est nécessaire de suivre une approche systématique en identifiant les différentes démarches possibles pour revitaliser les zones rurales. Les politiques de revitalisation doivent être adaptées à la situation et aux besoins de ces territoires.
- b) Des *recommandations générales de principe* peuvent être formulées comme suit, mais il est important de considérer les situations illustrées comme un continuum et non pas comme étant mutuellement exclusives.

Revitalisation par le milieu naturel – préservation de la biodiversité:

- c) La priorité doit être donnée en premier lieu à des politiques qui compensent la production d'un bien public, et ensuite à des politiques qui encouragent la *diversification* pour tirer parti du potentiel naturel à travers le tourisme rural, l'agriculture biologique, la récolte de produits non ligneux, etc.

Revitalisation à travers les loisirs – préservation de la qualité de vie et de la biodiversité:

- d) Les incitations fondées sur le marché sont tout à fait prioritaires dans ces domaines. En deuxième priorité, il est nécessaire de compenser la production de certains biens et services publics afin d'assurer une revitalisation durable.

Revitalisation à travers le développement économique – développer les zones rurales à des fins économiques et créer des synergies avec d'autres secteurs

- e) Dans ces régions, le mécanisme des prix devrait jouer le rôle le plus important; ces politiques, jointes à la diversification des activités, devraient permettre à l'économie rurale de devenir le moteur d'une revitalisation durable de la zone. Seul un nombre limité de biens et de services publics devrait être compensé.
- f) Cette série de recommandations doit être considérée comme s'inscrivant dans un cadre stratégique général. Un tel cadre devrait être intégré sur le plan vertical (international, national et régional) et horizontal (intra- et intersectoriel) et prévoir

notamment un environnement macroéconomique propice, un cadre institutionnel et des politiques, la décentralisation et la participation, des politiques agricoles, forestières et environnementales, et des politiques de développement rural, en mettant en particulier l'accent sur le renforcement des équipements sociaux et culturels, des services et de l'infrastructure, pour favoriser une revitalisation sociale et culturelle, et plus particulièrement la participation des jeunes au processus de revitalisation.

- g) La FAO pourrait aider les États Membres à élaborer des stratégies pour le développement rural et à déterminer la combinaison appropriée des politiques et des mesures de revitalisation indiquées plus haut. Un tel soutien pourrait être fourni sous forme de recommandations, mais aussi par le biais de programmes d'assistance technique mis en œuvre à titre pilote dans une région ou un pays.
- h) Toutefois, de nombreuses questions sont encore sans réponse et des recherches plus approfondies sont nécessaires. L'une des premières étapes pourrait être l'organisation d'une « *Conférence paneuropéenne sur la revitalisation des terres abandonnées et des zones dépeuplées* » en collaboration étroite avec d'autres organisations et acteurs internationaux et européens dans ce domaine (par exemple, la CE, l'Union mondiale pour la nature (UICN), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Conseil de l'Europe, etc.)<sup>9</sup>. Une action de sensibilisation devra notamment être menée au niveau institutionnel et politique dans les États membres. La conférence examinerait les situations concrètes des pays et des zones géographiques concernés. Elle permettrait également de définir des politiques et des programmes de développement agricole et rural pour les régions dépeuplées et à l'abandon, qui soient compatibles avec l'OMC et efficaces en termes de revitalisation. Par ailleurs, un *programme de recherche* portant sur l'efficacité des programmes et des mesures, l'impact économique de l'abandon des terres et du dépeuplement, et le rapport coûts-avantages des politiques de revitalisation pourrait préparer une base de discussion et stimuler le débat international sur cette question.

---

<sup>9</sup> Compte tenu des contraintes budgétaires de la FAO, une conférence de ce type ne pourra être organisée que si des fonds extrabudgétaires seront disponibles.

---

## ANNEXE G

---

### **PRINCIPALES CONCLUSIONS ET LISTE DES RECOMMANDATIONS DÉCOULANT DES DÉBATS DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION DE L'ECA SUR LE DÉVELOPPEMENT EN EUROPE DES MARCHÉS AGROALIMENTAIRES: IMPACT SUR LES PRODUCTEURS, LES CONSOMMATEURS ET PERSPECTIVES**

#### **(Extrait du rapport de la trente-quatrième session de la Commission européenne d'agriculture)**

1. La Commission a accueilli avec satisfaction ce document qui fournit une contribution utile sur un certain nombre d'éléments importants concernant les chaînes d'approvisionnement alimentaire et agricole, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale et de la CEI.
2. La Commission a évoqué plus particulièrement l'importance de la traçabilité qui est un concept essentiel des politiques de l'UE et un des fondements de son approche intégrée « de la ferme à la table ».
3. La Commission a pris note de la tentative du document d'examiner l'incidence des changements dans les arrangements contractuels sur la productivité agricole, la qualité et les débouchés qui s'offrent aux petits agriculteurs.
4. La Commission a souligné que la marginalisation des petites exploitations serait un point important à examiner.
5. La Commission a également pris note des différentes approches utilisées pour mesurer la compétitivité, en particulier l'aptitude des revendeurs ou des producteurs à satisfaire les normes et elle a rappelé que d'autres facteurs comme les coûts d'infrastructure, de stockage et de transport et l'intégration des marchés peuvent aussi avoir une forte incidence sur la compétitivité.
6. La Commission a souligné que le respect des normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments reste un défi majeur dans certaines parties du monde et que des efforts supplémentaires devraient être consacrés à cet aspect important.
7. La Commission a noté que l'amélioration de la production et de la commercialisation et l'adoption de normes pour la qualité et la sécurité sanitaire des aliments dans le secteur de la transformation étaient essentielles pour accroître les débouchés commerciaux des nouveaux États membres de l'UE dans les marchés d'Europe occidentale.
8. La Commission a proposé de soutenir le renforcement de l'accès aux informations, aux ressources et au matériel, afin de permettre une amélioration progressive de la qualité même pour les petites et moyennes entreprises agroalimentaires.
9. La Commission a souligné que la formation professionnelle, le renforcement des services de vulgarisation agricole et la multiplication des groupements d'agriculteurs et des coopératives commerciales étaient des mesures essentielles pour améliorer l'accès des petits agriculteurs au marché.

10. La Commission a approuvé les recommandations figurant dans ce document et demandé qu'elles soient transmises à la vingt-cinquième Conférence régionale pour l'Europe.

### **Liste des recommandations**

La Commission a approuvé les recommandations suivantes figurant au document ECA/34/06/3 (page 15):

- a) Les ministres de l'agriculture sont invités à prendre bonne note des difficultés que rencontrent les petits agriculteurs des pays d'Europe centrale et orientale et de la CEI pour respecter les normes privées de production et de sécurité sanitaire des aliments et modifier les préférences des consommateurs. Il est important que les agriculteurs de ces pays ne soient pas exclus des chaînes d'approvisionnement alimentaire restructurées.
- b) Les gouvernements de la région doivent examiner les moyens d'aider les agriculteurs en s'appuyant sur un système de vulgarisation durable qui inclue une formation à la commercialisation et à la manière dont les producteurs agricoles peuvent respecter les normes privées de sécurité sanitaire des aliments et apporter une réponse meilleure aux goûts des clients et des consommateurs. Il s'agira d'améliorer la capacité des organismes de vulgarisation à fournir des avis techniques aux agriculteurs pour que ceux-ci puissent être conformes aux programmes internationaux de certification tels qu'EUREPGAP.
- c) Renforcer le secteur agricole exigera la mise à niveau des infrastructures nationales de contrôle des aliments (gestion, inspection, laboratoires) afin que les agriculteurs et les transformateurs agroalimentaires améliorent progressivement les niveaux de qualité et de sécurité.
- d) Améliorer l'accès des petites exploitations aux chaînes d'approvisionnement exige de stimuler des organisations intermédiaires et des coopératives de commercialisation dans le but de coordonner les activités des agriculteurs et de fournir un lien entre ces derniers et les transformateurs et les distributeurs. Appuyer la création d'organisations intermédiaires en fournissant des compétences et des infrastructures sera plus avantageux qu'investir dans de nouvelles infrastructures de marché de gros.
- e) L'éducation et la formation agricole dans la région doivent être restructurées afin qu'elles préparent davantage les agriculteurs aux nouvelles réalités que représentent les chaînes d'approvisionnement (y compris la production sous contrat, le contrôle qualité et la gestion) et qu'elles incorporent la formation à la commercialisation et à la gestion des activités agroalimentaires.
- f) La FAO est prête à prêter son concours aux gouvernements membres, sur demande, dans les domaines susmentionnés.



---

## ANNEXE H

---

### **CONTRIBUTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL A LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION (SMA) ET DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD) DANS LA RÉGION – DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DE LA CONSULTATION FAO/ONG-OSC**

Les représentants des 24 organisations venues de la Région Europe, parmi lesquelles des ONG, des organisations paysannes et agricoles, de consommateurs, d'environnement, de producteurs biologiques,<sup>10</sup> se sont réunis à l'occasion de cette vingt-cinquième conférence. Nous avons débattu les points suivants:

**Nous réaffirmons que:**

- l'agriculture européenne est surtout familiale avec une fonction forte de cohésion sociale;
- l'investissement public dans l'agriculture familiale est rentable en termes de bénéfices sociaux, environnementaux et d'emploi;
- la sécurité alimentaire et la réforme agraire sont des problèmes globaux à résoudre dans l'Union Européenne, dans la région Europe, comme dans les autres régions de la planète;
- les marchés de proximité sont les plus porteurs pour le développement rural, ce qui justifie une orientation des productions vers ces marchés.

**Nous demandons aux États Membres que la FAO soit chargée:**

- d'analyser le modèle agricole dominant pour examiner les dégâts socio agricoles;
- d'étudier l'impact des accords de l'OMC sur l'agriculture dans la région Europe;
- de promouvoir la souveraineté alimentaire dans toute la région Europe;
- de promouvoir le développement rural en limitant l'agriculture industrielle et en préservant l'agriculture familiale;
- d'aider les nouveaux membres de l'Union européenne à évaluer l'impact de la PAC;
- d'émettre des recommandations sur la réforme de la PAC.

**Et particulièrement sur la réforme agraire et le développement, nous demandons:**

- de donner suite à la charte des paysans de '79 et aux décisions de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (ICARRD), Porto Alegre 2006;
- de mettre en place une plateforme permanente de suivi;
- que le Comité de la sécurité alimentaire (septembre 2006) et le Comité de l'agriculture (2007) mettent en œuvre les décisions de la Déclaration finale de la conférence ICARRD;
- que le Conseil de la FAO de novembre 2006 l'intègre à son programme et crée un programme spécial pour le financement des actions qui ont été définies lors de la conférence ICARRD.

---

<sup>10</sup> Liste exhaustive au document FAO/NGOs-CSOs/06/3

---

## ANNEXE I

---

### **OPINION DE LA RÉGION EUROPE SUR LE RÔLE DE LA FAO EN TANT QUE FOURNISSEUR DE BIENS COLLECTIFS AU NIVEAU MONDIAL – DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DE LA CONSULTATION FAO/ONG-OSC**

Les représentants des 24 organisations venues de la Région Europe, parmi lesquelles des ONG, des organisations paysannes et agricoles, de consommateurs, d'environnement, de producteurs biologiques,<sup>11</sup> se sont réunis à l'occasion de cette vingt-cinquième conférence. Nous avons débattu les points suivants:

Le mandat de la FAO dans le système des Nations Unies est irremplaçable. Il englobe l'expertise technique, l'assistance de terrain et le rôle régulateur sur les questions agricoles et alimentaires. Nous demandons aux États Membres et tout particulièrement à l'Union européenne de soutenir la prééminence de ce mandat vis à vis des autres organisations multilatérales et tout particulièrement vis-à-vis de l'OMC.

Nous rappelons que la FAO doit répondre aux besoins fondamentaux des populations et pas seulement aux intérêts particuliers des gouvernements.

Nous condamnons la baisse des contributions des États Membres au budget du programme général de la FAO ainsi que l'influence croissante de certains États Membres aux travers des ressources extrabudgétaires.

Ce mandat ne peut s'accomplir sans la participation active des mouvements sociaux, des organisations de la société civile et des ONG. Les États Membres ont le devoir d'assurer cette participation.

En reconnaissant que l'agriculture paysanne et familiale est la mieux placée pour assurer la sécurité alimentaire nous demandons que la FAO puisse:

- Défendre et promouvoir la régulation des marchés agricoles internationaux et appuyer les États à soutenir les marchés domestiques par les mesures politiques adéquates et les instruments qui en découlent, en particulier les mesures de protection aux frontières et les mesures de gestions de l'offre.
- Soutenir le renforcement des organisations paysannes et agricoles et fournir son expertise pour appuyer ces organisations à élaborer des propositions de politique agricole opérationnelle et améliorer le pouvoir de marché des producteurs.
- Poursuivre des politiques d'orientation des structures de production qui ne marginalisent pas les exploitations paysannes et familiales, seules en mesure d'assurer une agriculture durable.

---

<sup>11</sup> Liste exhaustive au document FAO/NGOs-CSOs/06/3

---

## ANNEXE J

---

### **RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE DE L'AIDE AUX PAYS POUR LA LUTTE CONTRE L'INFLUENZA AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE EN EUROPE, ET NOTAMMENT DANS LES PAYS DE LA CEI – DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DE LA CONSULTATION FAO/ONG-OSC**

Les représentants des 24 organisations venues de la Région Europe, parmi lesquelles des ONG, des organisations paysannes et agricoles, de consommateurs, d'environnement, de producteurs biologiques,<sup>12</sup> se sont réunis à l'occasion de cette vingt-cinquième conférence. Nous avons débattu les points suivants:

Nous demandons aux États membres et à la FAO:

- le renforcement des capacités des services vétérinaires publics;
- une étude indépendante sur le développement de la grippe aviaire dans des systèmes d'élevage industriels intensifs;
- une initiative appropriée de la FAO pour bloquer le processus de concentration de la génétique aviaire et pour développer la diversité génétique à partir de races locales;
- de veiller à ce que l'écoulement des stocks de volailles de l'UE se fasse exclusivement à l'intérieur de l'Europe, en faveur des populations démunies, et éviter tout dumping;
- de veiller à ce que la FAO diffuse des informations objectives et responsables sur ce sujet.

---

<sup>12</sup> Liste exhaustive au document FAO/NGOs-CSOs/06/3